

CENDEFOP



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport annuel

1998

Rapport annuel 1998 du CEDEFOP

approuvé par le Conseil d'administration des 18 et 19 mars 1999

Président du Conseil d'administration: Jean Tagliaferri

Directeur du CEDEFOP: Johan van Rens

Directeur adjoint: Stavros Stavrou

CEDEFOP – Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
12, Marinou Antipa, GR-57001 Thessalonique

Adresse postale:

PO Box 27 – Finikas, GR-55102 Thessalonique

Tél. (30-31) 490 111

Fax (30-31) 490 102

E-mail: info@cedefop.gr

Page d'accueil: www.cedefop.gr

Site Web interactif: www.trainingvillage.gr

Le Centre a été créé par le règlement (CEE) n° 337/75 du Conseil des Communautés européennes, modifié par le règlement (CE) n° 251/95 du 6 février 1995 et par le règlement n° 354/95 du 20 février 1995.

Des nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999

ISBN 92-828-6583-5

© Communautés européennes, 1999

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Production technique/DTP: Typo Studio, Thessalonique

Printed in Greece

98

Table des matières

Table des matières

Préface	5
Évolution générale	6
Sommaire à l'intention de la direction – L'année en bref	8
Développer la connaissance	9
Promotion des compétences et de l'éducation et formation tout au long de la vie	9
Suivi des développements	9
Mobilité et échanges	9
Réseaux thématiques	11
Échange et dialogue	14
Assurer l'information du public	16
Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP	18
1. Promotion des compétences et de l'éducation et formation tout au long de la vie	18
1.1 Qualifications clés et renouvellement des programmes d'enseignement	18
1.2 La formation dans les micro-entreprises	19
1.3 Identification, validation et accréditation de l'apprentissage non formel	20
2. Projets de suivi des développements au sein des États membres	22
2.1 Description des systèmes de formation et d'enseignement professionnels dans les États membres de l'UE et de l'EEE	22
2.2 Observer les pratiques novatrices dans la formation et l'enseignement professionnels	23
2.3 Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'UE	24
2.4 Financement de la formation et de l'enseignement professionnels	25
2.5 La qualité en matière de formation et d'enseignement professionnels	27
3. Projets relevant du thème "au service de la mobilité et des échanges européens"	29
3.1 Transparence des qualifications	29
3.2 Besoins et problèmes en matière de mobilité en Europe	30
3.3 Scénarios et stratégies en matière de formation et d'enseignement professionnels	30
4. Réseaux thématiques	32
4.1 Réseau "Tendances dans les professions et les qualifications"	32
4.2 Réseau "Formation des formateurs"	33



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

5. Échange et dialogue: stimuler le débat	34
5.1 Programme de visites d'étude	34
5.2 Agora Thessaloniki	35
5.3 Un partenaire dans le développement de politique	35
5.4 Appui à la coopération dans la recherche	37
6. Assurer l'information du public:	
l'information et sa diffusion	41
6.1 Publications	41
6.2 Bibliothèque et service de documentation	43
6.3 Village électronique de la formation du CEDEFOP	45
6.4 Service de traduction	46
6.5 Terminologie	46
6.6 Service conférences-interprétation	46
6.7 Relations publiques	46
6.8 Bureau de Bruxelles	47
Annexe I Publications du CEDEFOP en 1998	49
Annexe II Ressources financières	53
Annexe III Ressources humaines	54
Annexe IV Liste des membres du Conseil d'administration du CEDEFOP	58

Préface

L'année qui vient de s'écouler a marqué un pas décisif vers l'achèvement des objectifs et l'accomplissement des tâches établis dans le cadre des Priorités à moyen terme pour la période 1997-2000.

Globalement, il y a lieu d'affirmer que les travaux de projet au sein du CEDEFOP sont devenus plus cohérents dans leur approche. L'interactivité et l'identification d'une référence croisée de pertinence et d'apport entre les projets et les activités ont conféré de la valeur ajoutée et une nouvelle dimension aux résultats et aux conclusions.

Les contacts permanents avec les services de la Commission, et notamment avec la DG XXII, ont renforcé le mandat du CEDEFOP consistant à fournir son appui à toutes les activités relatives à la FEP. De même, des liens plus étroits avec les "paysages" nationaux de la FEP, grâce aux activités de réseaux et de projets, ont assuré le maintien des liens du CEDEFOP avec les tendances et les questions actuelles des débats animés en la matière. L'utilisation de la technologie la plus récente au niveau de l'information et de la communication a facilité l'accessibilité des produits et a contribué à orienter les efforts du Centre, qui vise à devenir le Centre de référence pour toute question relative à la formation et à l'enseignement professionnels en Europe.

Johan van Rens
Directeur

Jean Tagliaferri
Président du Conseil
d'administration

Préface



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

98

Évolution générale

1998 était une année importante pour l'accomplissement des objectifs des Priorités à moyen terme 1997-2000. Le Centre a respecté ses engagements et livré les produits et les services requis par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration était présidé par M. Jean Tagliaferri (Luxembourg), qui a été réélu lors de la réunion de mars 1998 pour une année de mandat supplémentaire.

Le Programme de travail 1999 a été approuvé; il est basé sur les priorités à moyen terme. En annexe, on trouvera des projets de coopération avec la Fondation européenne pour la formation (ETF), basés sur le mémorandum conclu en 1997 entre l'ETF et le CEDEFOP.

Le Conseil d'administration a examiné la contribution du CEDEFOP "Vers une Europe de la connaissance", qui vise à étayer la communication de la Commission "Vers une Europe de la connaissance". Ce document présente certains moyens grâce auxquels le CEDEFOP peut soutenir la Commission dans le suivi de la communication et renforcer le développement de l'espace éducatif européen. Plus particulièrement, on y examine les moyens par lesquels le CEDEFOP peut aider la Communauté à atteindre son objectif consistant à devenir une source de référence dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels, en étant la source clé d'information aisément accessible à ses partenaires.

Parmi les développements les plus remarquables de cette année, il y a lieu de citer le "Village électronique de la formation" (VEF) qui a été lancé en juillet 1998 à Vienne, et la publication, pour la première fois, du rapport de recherche intitulé «*Formation pour une société en mutation*». À la fin de l'année, 2000 personnes s'étaient déjà inscrites au Village électronique de la formation. Les perspectives du VEF sont très positives et l'utilisation intensive. En 1998, plus d'un million de demandes d'information ont été reçues, émanant du monde entier. De même, le rapport de recherche a été généralement accueilli avec satisfaction par les chercheurs, les décideurs politiques et les praticiens de la formation. Il a réuni les résultats d'une recherche étendue sur des questions liées à la formation professionnelle, reflétant les plus récents développements dans ce domaine.

Le Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises à Thessalonique et s'est penché longuement sur la définition d'une future politique du Centre en matière de personnel et de recrutement. La politique dans ce contexte a été décidée et la Direction dispose désormais de nouvelles lignes d'orientation en ce qui concerne la gestion quotidienne du Centre pour les années à venir.

Évolution générale

Le Conseil d'administration a exécuté sa tâche statutaire consistant à approuver le Rapport annuel et le budget pour 1999. Ces propositions budgétaires ont été réduites par l'Autorité budgétaire, qui a décidé, à la mi-décembre, de ne pas augmenter le budget par rapport à 1998, à l'exception du quatrième versement pour le nouveau bâtiment.

Les travaux du nouveau bâtiment ont avancé d'une manière très satisfaisante au cours de l'année et les progrès réalisés ont pu être suivis grâce aux images mensuelles figurant sur les pages Internet du CEDEFOP.

Le Conseil d'administration a achevé son débat sur une relation de travail plus étroite entre ses membres et le Centre. Afin de promouvoir leurs activités en tant qu'ambassadeurs de nos travaux, une série de cartes de visite professionnelles ont été distribuées individuellement aux membres, afin qu'ils puissent les utiliser en leur qualité de membres du Conseil.

Par ailleurs, le CEDEFOP a conçu et publié un CD Rom "Bienvenue au CEDEFOP 1998", en vue de faire mieux connaître ses travaux à travers l'Europe.

Le Conseil d'administration a élaboré un agenda de points concernant le développement futur du CEDEFOP, basé sur son expérience et son expertise passées, et il a décidé que le développement futur du CEDEFOP sera centré sur un nouvel éventail de priorités pour la période 2001-2003.

L'idée de procéder à une évaluation de l'impact du CEDEFOP depuis le lancement du processus de revitalisation a été examinée, mais elle n'a pas pu être matérialisée en raison de la préparation approfondie requise.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a accepté l'instauration d'une nouvelle approche pour le développement de la Revue européenne, qui ne sera pas nécessairement consacrée à un sujet particulier par numéro. La Revue sera dotée d'un secrétariat de rédaction et, en dehors de son Comité de rédaction, d'un vaste système de répondants européens.

La coopération et les contacts avec la Commission et d'autres institutions européennes, ainsi qu'avec les autres agences européennes, ont été animés au cours de l'année. Le CEDEFOP a mis en oeuvre une synergie accrue avec l'ETF et a rendu davantage service aux pays candidats et associés, qui ont recouru davantage à ses produits et services.

Plus généralement, la bonne coopération avec la DG XXII et la Commission s'est poursuivie, par exemple, par la mise en place d'un observatoire des pratiques

novatrices en matière de FEP, la création d'un Forum européen sur la *Transparence des qualifications* et la publication, avec la participation d'Eurostat, de plusieurs documents statistiques. En outre, la DG XXII a adopté de nouvelles initiatives, consistant, notamment, à un échange avec toutes les DG sur notre rapport de recherche "*Formation pour une société en mutation*". Le suivi de cette réunion s'est avéré positif.

Les contacts avec le Parlement européen se sont concentrés sur la Commission des Budgets et la Commission du contrôle budgétaire. La Commission des budgets a élaboré un nouveau code de conduite en ce qui concerne le traitement budgétaire, code qui a été accepté par le CEDEFOP et par la plupart des autres agences.

Les relations avec la Cour des comptes se sont intensifiées et M. Aunus Salmi, le nouveau membre responsable pour le CEDEFOP, a rendu visite au Centre.

Les contacts avec les autres agences se sont améliorées et leurs directeurs ont été en mesure d'échanger leurs points de vue sur des questions administratives et statutaires, y compris sur l'approche des systèmes budgétaires et comptables qui constituent, de l'avis de la Commission, la principale responsabilité des directeurs des agences.

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail à Dublin et le CEDEFOP ont réalisé une publication commune sur l'orientation tout au long de la vie, basée sur des travaux de recherche menés par les deux agences.

Les relations avec les autorités grecques, tant en ce qui concerne le nouveau bâtiment que sur des questions administratives, ont été positives. La plupart des problèmes en suspens ont pu être résolus.

1998 a été l'année au cours de laquelle la quasi totalité des problèmes restants, liés au transfert de Berlin, ont pu être réglés. Avec le déménagement dans le nouveau bâtiment, et grâce à sa revitalisation et au bon esprit d'équipe et de coopération qui règne en son sein, le CEDEFOP est en bonne voie pour devenir le centre de référence européen pour la formation et l'enseignement professionnels en Europe.

Sommaire à l'intention de la direction – L'année en bref

98

En 1998, le CEDEFOP a poursuivi l'accomplissement de son objectif premier consistant à relier la recherche, la politique et la pratique en matière de formation et d'enseignement professionnels. En substance, les principaux piliers de ses travaux visaient à créer une valeur ajoutée européenne grâce à la collecte, l'analyse, l'évaluation et la diffusion de l'information. Les activités de réseaux et de projets esquissées dans ce sommaire ont un objectif commun: faciliter l'accès à une information pertinente, soit grâce à l'analyse et à la synthèse de travaux disponibles, soit par l'accroissement de l'accessibilité, en structurant et en diffusant l'information électroniquement, en version papier ou par des conférences et des rencontres.

Les domaines thématiques adoptés dans le cadre des Priorités à moyen terme 1997-2000 ont représenté la base sur laquelle les travaux ont progressé au cours de l'année 1998. Les activités prévues dans le Programme de travail 1998 se répartissaient globalement dans trois catégories:

- développer la connaissance – ce qui a dicté le contenu et les thèmes des projets et des réseaux thématiques du CEDEFOP;
- échange et dialogue – stimuler le débat et le dialogue entre les acteurs à tous les niveaux dans le domaine concerné, les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens de la formation;
- assurer l'information du public – faire en sorte que les produits et les activités du Centre soient rendus accessibles dans un format adéquat aux principaux groupes cible.

Sommaire à l'intention de la direction – L'année en bref

98

Développer la connaissance

Les activités dans le cadre de 11 projets au total se sont regroupées autour de trois thèmes:

- promotion des compétences et de l'éducation et formation tout au long de la vie;
- suivi des développements au niveau des systèmes de formation au sein des États membres et au-delà;
- au service de la mobilité et des échanges européens.

Promotion des compétences et de l'éducation et formation tout au long de la vie

Un groupe de trois projets, centrés sur la **promotion des compétences et de l'éducation et formation tout au long de la vie**, ont examiné trois domaines clés: la question des qualifications clés et du renouvellement des programmes d'enseignement dans la formation et l'enseignement professionnels, l'identification et l'acquisition de compétences dans des entreprises de moins de dix employés, appelées micro-entreprises, et les travaux de projet sur l'exploration de nouvelles méthodes de validation et de certification de compétences acquises grâce à des processus d'apprentissage non formel.

Dans le projet intitulé **qualifications clés et renouvellement des programmes d'enseignement**, les activités se sont basées sur les travaux entamés en 1996 et 1997. Un cadre comparatif a été élaboré sur différentes approches des qualifications clés en Europe. Un suivi et un accompagnement continus des principaux partenariats de recherche européens ont été assurés et d'importants efforts ont été accomplis vers la promotion d'une synergie parmi les partenariats de recherche au sein de l'Europe.

Les travaux dans le domaine de **l'identification, de la validation et de l'accréditation de l'apprentissage non formel**, faisant le point de la situation actuelle, ont abouti à la production de neuf rapports nationaux en la matière, en dehors d'un rapport de synthèse européen couvrant 16 pays européens. Les développements intervenus dans le secteur privé ont justifié l'extension de ce projet en 1999.

Suivi des développements

Descriptions nationales

En 1998, le CEDEFOP a poursuivi une tâche permanente essentielle, consistant à faire le point sur le développement des systèmes de FEP dans les États membres et à encourager l'émergence croisée d'idées grâce à la

Développer la connaissance

mise à disposition de ces connaissances au niveau européen, comme un soutien aux décideurs politiques et aux praticiens de la formation. Les travaux se sont poursuivis au niveau du programme évolutif de production de nouvelles versions des descriptions nationales pour tous les États membres: en tant que produit tangible de cet effort, on peut citer la publication des descriptions nationales des systèmes dans un certain nombre de langues. Pour la première fois, les descriptions nationales concernant des pays ayant rejoint l'UE en 1995 sont en cours de préparation en vue d'une publication sur CD Rom, comme une avant-première à la diffusion électronique des descriptions de tous les États membres de l'UE.

Un développement intéressant des travaux a été la création d'une "Fenêtre sur les systèmes de FEP" au Village électronique de la formation, fournissant les dernières informations émanant du réseau documentaire et des rapports préparés à l'intention des Directeurs généraux responsables de la FEP. Ces rapports sont disponibles rapidement par voie électronique, sous une forme claire et structurée, à l'intention des groupes cible du CEDEFOP.

Chiffres clés sur la FEP

Les décideurs politiques aux niveaux tant national qu'europpéen nécessitent des **classifications** claires en **matière de formation professionnelle** et des **indicateurs** concernant l'impact de la formation sur la productivité, les salaires et l'emploi. Les travaux du CEDEFOP en 1998 se sont efforcés de satisfaire à cette demande, grâce à l'élaboration d'une série spéciale de chiffres clés concernant la formation des jeunes. Parallèlement, en matière de classification des domaines de formation, les travaux conjoints d'Eurostat et du CEDEFOP visant à combler les lacunes par la production d'un système de classification comparable au niveau international ont été achevés. En outre, compte tenu de l'utilisation disparate des systèmes de classification par le passé, des travaux se sont poursuivis en vue de la préparation d'un manuel d'utilisation de ce système de classification.

Une critique récurrente concernant les indicateurs actuels de l'UE en matière de formation consiste à présumer implicitement que la qualité de la formation dépend de son volume. Afin de vérifier la validité de telles suppositions, le CEDEFOP, conjointement avec la DG XXII et Eurostat, s'est penché sur les **indicateurs statistiques concernant l'efficacité de la formation**. Les travaux de projet ont commencé sur les indicateurs d'efficacité de la formation tant initiale que continue et des rapports finaux sont en cours d'achèvement.

Financement

Les activités de suivi du CEDEFOP ont également concerné la question du **financement de la FEP** et bien des résultats ont été obtenus au cours de l'année. Sur ce point, les travaux étaient centrés sur trois domaines de projets. En premier lieu, des rapports ont été élaborés pour chaque État membre de l'UE, **combinant des descriptions qualitatives du flux de financement** à travers les structures nationales de FEP **avec un corpus de données brutes sur les dépenses** entraînées par différents types de formation. Dix de ces rapports nationaux sont soit publiés, soit en cours de publication.

Un deuxième domaine d'activité a été la rédaction de **rapports de discussion sur certaines questions spécifiques** liées au financement. L'idée de départ était de mettre en lumière certains nouveaux aspects liés au financement qui pourraient être examinés et explorés et d'illustrer certains domaines de financement qui semblent mériter que l'on s'y attarde. En 1998, des rapports ont été publiés sur le **financement lié aux résultats** et sur la **comptabilité des ressources humaines**. En tant que suivi à cette activité, des rapports sont actuellement en cours d'élaboration sur la "corporatisation" des institutions publiques de FEP, sur l'utilisation de coupons/crédits de formation et sur les politiques de financement de la formation continue au sein des PME.

Le troisième domaine des travaux liés au financement concernait le **rendement de la formation professionnelle continue pour les entreprises**. À cet égard, les méthodes actuelles d'estimation du rendement ont été examinées dans le cadre de rapports basés sur des études de cas dans six États membres.

Par ailleurs, une attention accrue a été consacrée à l'utilisation des médias électroniques de diffusion des résultats et d'incitation au dialogue et au débat. Un fichier d'adresses sur le financement fonctionne de manière satisfaisante au sein du Village électronique de la formation et les rapports y afférents sont diffusés immédiatement à la librairie électronique.

Innovation

La coopération avec la Commission dans la création d'un mécanisme d'observation et d'analyse de l'innovation s'est poursuivie au cours de l'année. Les activités du Centre y ont contribué et ont représenté une source importante d'information pour tous les partenaires, notamment grâce à l'analyse de l'innovation au sein de projets pilotes transnationaux soutenus dans le cadre du programme Leonardo.

Développer la connaissance

En septembre 1998, la DG XXII a entamé une exploitation globale des résultats du programme Leonardo, avec la participation des décideurs et des partenaires dans la politique de formation professionnelle en Europe.

Le CEDEFOP a décidé de soutenir ces activités par l'apport de son expertise et la préparation de documents de référence en vue de la classification des résultats des projets pilotes. Dans un certain nombre de domaines sélectionnés par la Commission, le Centre s'est engagé dans la préparation d'une vue d'ensemble de la question, ainsi que des pratiques ayant cours dans ces domaines, afin de promouvoir le transfert de l'innovation et de fournir son assistance dans l'élaboration et la mise en oeuvre de nouveaux programmes communautaires.

La qualité

L'accent dans le cadre de cette activité a été placé sur la recherche concernant l'utilisation d'indicateurs de la qualité. L'attention consacrée aux indicateurs de la qualité est un domaine de formation relativement nouveau. À l'heure actuelle, un nombre croissant de pays européens sont en train d'établir des systèmes de contrôle de la qualité et des discussions animées ont lieu sur la définition et le traitement des indicateurs de la qualité. Le domaine d'étude du CEDEFOP a été le secteur hospitalier. En dépit d'une longue tradition de formation dans ce secteur, il n'est fait qu'un usage très limité d'indicateurs de formation et les relations entre la qualité et la formation sont très faibles. Les études dans ce domaine visaient au renforcement de la coopération internationale en ce qui concerne la conception d'indicateurs de la qualité et leur utilisation de manière efficace.

Mobilité et échanges

Le CEDEFOP a poursuivi cette priorité en procédant à l'examen des moyens permettant d'améliorer la transparence des qualifications, en étudiant les problèmes liés à la mobilité en Europe et en développant des scénarios permettant de mettre en oeuvre des stratégies de politique en matière de FEP; ces scénarios visent, par une prise en compte des facteurs clés dans les changements économiques et sociaux, à animer le débat à un niveau stratégique concernant le développement des politiques de formation en Europe.

Transparence des qualifications

Les travaux visant l'amélioration de la compréhension de différents systèmes de certification et l'identification des barrières actuelles entravant leur reconnaissance mutuelle constituent un pas essentiel vers la création d'un marché de l'emploi européen et la promotion de la mobilité de la main-d'oeuvre.

98

Développer la connaissance

Au cours de l'année, des débats animés avec la Commission européenne (DG XXII) ont abouti à l'établissement d'un Forum européen dans le domaine de la transparence des qualifications professionnelles. Il s'agit d'un premier pas important vers la création d'une plate-forme d'experts comprenant 18 membres nationaux et les partenaires sociaux au niveau européen. Au cours de l'année, une étude de faisabilité a été élaborée, examinant plus particulièrement les questions de la qualité de l'information et de la participation et représentation au Forum. Deux documents ont été préparés pour ce dernier, à savoir, un rapport étudiant l'approche "transparence" dans le cadre du programme Leonardo da Vinci et un glossaire abrégé visant à clarifier l'utilisation de certains termes dans le domaine de la transparence et de la reconnaissance des qualifications.

Parallèlement à ces développements, des études sectorielles sur les approches mises en oeuvre concernant la transparence des qualifications ont été préparées pour les secteurs de l'industrie chimique, du tourisme et de la santé.

La mobilité

Encourager la mobilité à travers l'Europe exige l'identification des obstacles auxquels se trouve confrontée la main d'oeuvre qui souhaite en bénéficier, ainsi que de la manière de les surmonter. Le manque d'information structurée disponible sur les nombreux facteurs contribuant à sa réalisation, est clairement désigné comme étant un obstacle majeur.

Il devient de plus en plus évident que les possibilités de mobilité au cours du processus d'enseignement et de formation confèrent une valeur ajoutée aux participants à des cours et programmes et apportent des qualités et des compétences utiles dans le monde du travail.

Les travaux du CEDEFOP dans ce nouveau projet ont abordé un certain nombre de questions: qu'est-ce qui incite les individus à la mobilité, quels sont les effets à plus long terme sur l'évolution de carrière pour ceux ayant bénéficié de programmes de mobilité et d'échanges et qu'est-ce qu'on entend par les notions de qualifications internationales et de compétences interculturelles? Certaines conclusions initiales émanant des études de cas et des rapports d'expertise indiquent que les périodes de formation à l'étranger renforcent non seulement les capacités linguistiques de l'individu, mais également sa confiance en soi. En revanche, les jeunes qui reviennent à leur travail d'origine ne peuvent que rarement tirer profit des nouvelles compétences et de la valeur ajoutée au niveau de leur carrière que leur a conférées leur séjour à l'étranger.

Scénarios et stratégies en matière de FEP

Conjointement avec la Fondation européenne pour la formation professionnelle à Turin, le CEDEFOP a entamé des travaux visant l'identification d'une approche en la matière. Le raisonnement qui sous-tend cette réflexion est que les travaux de recherche devraient viser des stratégies de développement ultérieur des systèmes de formation et d'enseignement professionnels. Dans l'idéal, cela devrait influencer sur les travaux des décideurs politiques, en fournissant de l'information sur les différents niveaux où l'intervention se révèle efficace.

Réseaux thématiques

En contraste avec les travaux de projet, étroitement liés à des priorités spécifiques, le CEDEFOP dispose de deux réseaux thématiques centrés sur des questions spécifiques couvertes par les trois thèmes prioritaires. Le premier réseau s'occupe des tendances dans les professions et les qualifications, alors que le second concerne la formation des formateurs. Ces réseaux constituent une excellente source d'expertise, dans la mesure où les membres du réseau sont au fait des développements enregistrés dans leurs propres pays. Ils représentent par ailleurs un moyen de contact entre des individus et des organisations clés en la matière et, en tant que tels, ils stimulent le débat et constituent un puissant moteur de coopération au niveau européen, facilitant le transfert de l'innovation et des bonnes pratiques.

Réseau sur les tendances dans les professions et les qualifications

Cette publication relie les résultats des travaux menés dans le cadre du réseau et les résultats de projets y afférents financés par la DG XII dans le contexte des programmes ciblés de recherche socio-économique.

Les activités en 1998 se sont centrées sur la compilation des principaux travaux de référence sur les tendances européennes.

Trois volumes de l'ouvrage "Tendances européennes dans les professions et les qualifications" ont été achevés: ils résument les principaux résultats des travaux de recherche dans ce domaine, présentant des conclusions et des recommandations à l'intention des décideurs politiques et des praticiens de la formation; le volume 2 contient quelque 20 articles émanant du monde universitaire et de la recherche et il est complété par une bibliographie annotée et par un glossaire de travail.

Développer la connaissance

TTnet – réseau de formation des formateurs

Le réseau de formation des formateurs mène de front trois activités parallèles: diffusion de l'information, renforcement de la coopération et promotion de la recherche. Le réseau actuel comprend 150 instances spécialisées couvrant 10 États membres.

Le prototype d'une base de données pour l'apport d'information par les membres nationaux du réseau a été livré vers la fin de l'année et les descriptions nationales des systèmes des États membres pour la formation des formateurs ont été achevées. Afin de renforcer l'aspect "coopération" des travaux, trois séminaires ont été organisés sur l'innovation dans la formation des formateurs, les compétences des formateurs en entreprise et la dimension européenne de la formation des formateurs.

Le volet recherche visait à promouvoir la synergie avec les sujets choisis pour les séminaires; par ailleurs, une étude a été réalisée sur l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement et leurs implications pour le rôle du formateur, tandis qu'une seconde étude s'est penchée sur les critères d'identification de l'innovation au niveau de la formation des formateurs.

Développer la connaissance

Échange et dialogue

98

L'échange et le dialogue européens sont une condition préalable à la prise de décisions appropriées en ce qui concerne le développement ultérieur de la formation et de l'enseignement professionnels. À cet effet, le CEDEFOP a déployé un certain nombre de mécanismes, visant à avancer la discussion sur un large éventail de questions relatives à des questions de formation.

Le programme de visites d'étude

Des ateliers spécialisés pour des décideurs politiques, des partenaires sociaux et des chercheurs de haut niveau se sont poursuivis tout au long de 1998 et ont représenté un complément important aux visites d'étude, qui ont fourni à quelque 700 personnes la possibilité d'y participer.

Depuis la décision du Conseil des ministres, le volet III 3b du programme Leonardo da Vinci a été mis en application par l'intermédiaire du programme de visites d'étude géré par le CEDEFOP.

L'objectif premier de ce programme est d'encourager les échanges et la discussion parmi les décideurs dans le domaine de la formation professionnelle sur des sujets d'un commun intérêt au niveau européen.

Les visites d'études constituent un forum sans pouvoir de décision, au sein duquel le fait que le participant se trouve dans la situation d'un visiteur dans un pays "étranger" lui confère une perspective différente et facilite l'objectivité. Le but est de promouvoir la compréhension mutuelle des systèmes et des schémas de formation professionnelle dans les pays européens, afin d'éclairer les décisions politiques qui s'ensuivent. Cela pourrait également faciliter le transfert d'expériences concluantes grâce à la prise de conscience du contexte au sein duquel elles interviennent.

Les questions examinées et les conclusions atteintes nourrissent utilement les travaux de projet du Centre et les thèmes des visites d'étude sont choisis soigneusement, afin qu'ils créent une synergie. La participation n'est pas limitée aux États membres de l'UE, mais s'étend aux pays d'Europe centrale et orientale et constitue une plate-forme importante d'échanges au sein de l'Union et au-delà. Une fois de plus, les progrès accomplis grâce à l'utilisation accrue des médias électroniques ont mené à des voies de diffusion rapides.

Agora Thessaloniki

La nécessité de disposer d'un forum permettant au monde scientifique, aux hommes politiques et aux partenaires sociaux de mener des débats ouverts se trouve à la base de l'initiative du lancement d'Agora en 1997. Un séminaire organisé en février a examiné la question de la mobilité de la main-d'œuvre dans le contexte de la formation et un second séminaire en octobre s'est penché sur la situation des travailleurs faiblement qualifiés sur le marché de l'emploi actuel.

Échange et dialogue



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Les résultats et conclusions des séminaires tenus en 1997 sur l'accroissement du niveau des diplômes et ses conséquences pour le marché de l'emploi, ainsi que sur le rôle de l'entreprise en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie ont été publiés dans un certain nombre de langues et mis à disposition sur support électronique.

Ce lieu de rencontre permet aux décideurs politiques de mettre à l'épreuve leurs conceptions face au monde informé de la théorie et de la recherche et offre aux chercheurs un aperçu des défis et des questions essentielles dans une perspective politique.

Un partenaire dans le développement de politique

Le Centre a accordé une attention accrue à son rôle de soutien des acteurs opérant sur la scène de la FEP. À cet effet, en 1998 il a été présent à des discussions et des débats importants avec ses partenaires, la Commission européenne, les États membres et, de plus en plus, les partenaires sociaux. Le Centre a fourni un apport important concernant les tendances de la FEP, afin d'assister les pays assurant la Présidence de l'UE et la Commission, ainsi que pour les réunions des Directeurs généraux responsables de la formation professionnelle (DGFP). Le CEDEFOP était représenté aux réunions du comité de Leonardo da Vinci et des contacts bilatéraux ont eu lieu avec les secrétariats de l'UNICE et de la CES, ainsi que des contributions aux réunions régulières du groupe de travail "Formation professionnelle". Vers la fin de l'année, des efforts importants ont abouti à l'élaboration de plans visant la création d'un espace réservé aux partenaires sociaux dans le Village électronique de la formation, grâce auquel le CEDEFOP a intensifié son soutien aux employeurs et aux syndicats par le maintien d'un service d'information et de dialogue.

Des travaux initiaux ont commencé sur la rédaction d'un **rapport sur le développement d'une politique de formation et d'enseignement professionnels**, suite à la décision, en mars, du Bureau du Conseil d'administration du Centre. Comme prochain pas, les représentants des partenaires sociaux seront impliqués dans les discussions et des contributions seront sollicitées auprès des collègues du Centre sur leurs domaines respectifs spécialisés.

Les instruments législatifs et non contraignants réunissant l'acquis européen en matière de formation ont été identifiés et une analyse de sources documentaires a souligné le bien-fondé d'une action dans ce domaine au niveau national.

Appui à la coopération dans la recherche

La principale contribution du CEDEFOP en matière d'encouragement et de soutien à la diffusion de l'information sur d'importantes enquêtes comparatives concernant

certaines questions essentielles a consisté en la publication d'un **rapport de recherche** intitulé "Formation pour une société en mutation – Rapport sur la recherche actuelle en formation et enseignement professionnel en Europe – 1998". Il s'agit d'un vaste rapport de synthèse, un compendium important de la situation actuelle de la recherche. Par ailleurs, les contributions de quelque 20 experts émanant de différents domaines de recherche sur la FEP ont été éditées par le CEDEFOP et publiées in extenso sous forme d'un rapport de fond.

Parallèlement à cette activité, en 1998 les travaux ont commencé au niveau de la préparation conceptuelle d'un second rapport, à publier en l'an 2000. Ce dernier rapport constituera la poursuite et la mise à jour des questions de recherche abordées dans le rapport initial, sera élargi afin de couvrir d'autres questions d'intérêt et mettra davantage l'accent sur les travaux de recherche menés par la Commission européenne.

Les travaux sur le **Répertoire européen de recherche** du CEDEFOP, qui fournit aux décideurs politiques et aux chercheurs des informations relatives aux activités actuelles de la recherche dans les États membres, se sont poursuivis au cours de l'année et ont abouti à la production d'une version sur CD Rom à la fin de l'année. Le Répertoire est également disponible pour consultation au Village électronique de la formation. Ce nouveau réseau devrait viser à renforcer les flux d'information sur certains thèmes de recherche spécifiques, à établir un noyau de connaissances en matière de recherche, conçu en premier lieu pour les instituts de recherche, et à créer des possibilités d'échange d'informations et d'expériences à l'intention des chercheurs. À l'heure actuelle, une réflexion est menée sur l'opportunité de conférer une nouvelle perspective à ce produit, en rendant les apports plus "orientés vers la recherche" et moins orientés vers la documentation, à partir de 1999.

Sous l'intitulé **encadrer les réseaux**, un certain nombre d'activités ont été lancées afin de soutenir les réseaux indépendants de coopération dans la recherche. Ce soutien devrait renforcer la culture européenne en matière de recherche et faciliter la réflexion commune sur les résultats des projets de recherche et leurs implications pour le développement de politique. Des outils télématiques ont été développés afin de soutenir la communication entre les chercheurs, permettant ainsi le partage de la connaissance.

Un autre aspect important des travaux d'encadrement a été la mise en oeuvre d'une stratégie de préparation engagée des programmes prévus en matière de coopération européenne et les nouveaux défis auxquels se trouve confrontée la communauté de la recherche en FEP.

Assurer l'information du public

98

1998 était la première année de mise en application par le CEDEFOP d'une **nouvelle politique d'information et de communication**, qui reflète l'importance accrue que le Centre attache à cibler les groupes d'utilisateurs et à assurer des produits de haute qualité, pertinents et mis à jour. Par ailleurs, une plus grande attention a été accordée au cours de l'année aux méthodes électroniques de publication et de diffusion, utilisant les médias électroniques disponibles, le courrier électronique, Internet et les CD Rom.

À l'heure actuelle, le site Internet du CEDEFOP enregistre entre 60 000 et 70 000 visiteurs par mois.

Au début du mois de juillet, lors d'une conférence marquant les débuts de la Présidence autrichienne, Mme É. Cresson, Membre de la Commission, a inauguré le **Village électronique de la formation**, un site web interactif spécialisé, destiné à tous les partenaires concernés par la FEP. Vers la fin de l'année, quelque 2000 résidents du village recevaient des mises à jour régulières sur toute une gamme variée de questions concernant la FEP, par le biais de médias électroniques et d'un accès en ligne à des bases de données fournies par la bibliothèque. Le défi de la nouvelle stratégie de communication et d'information était de fournir des services d'information accessibles, cohérents et diversifiés, répondant aux différents besoins d'une audience vaste et variée.

Le service bibliothèque et documentation est de plus en plus impliqué dans l'alimentation des services d'information électronique par le biais de bases de données et de produits de bibliothèque électroniques.

Par ailleurs, la publication sur papier s'est également poursuivie, sous forme de résultats et de conclusions importants émanant des travaux de projet dans la série Panorama. Les publications régulières, à savoir CEDEFOP Info et la Revue européenne "Formation professionnelle", ont continué d'offrir aux lecteurs les dernières nouvelles sur les tendances et les développements enregistrés au sein des Etats membres et en Europe, ainsi que de susciter des débats sur des questions spécifiques d'actualité concernant la formation.

Le **service de terminologie du CEDEFOP** a travaillé en étroite collaboration avec les experts internes et a concentré ses activités sur la production d'une clarification utile de concepts dans le domaine des compétences clés. Une forte demande pour les versions électroniques du document a été enregistrée dans le Village électronique de la formation.

La coopération avec la **Fondation européenne pour la formation** se reflète dans les références fréquentes qui y sont faites dans les travaux de projet. Le CEDEFOP

Assurer l'information du public

diffuse actuellement du matériel approprié destiné aux observatoires des pays d'Europe centrale et orientale. L'ETF a contribué utilement aux travaux de scénarios et à l'implication des partenaires sociaux dans la politique de formation. Dans le domaine de la diffusion de l'information, le CEDEFOP et l'ETF ont exploré des voies de coopération plus étroite dans la recherche de leurs groupes cible.

Le **bureau de Bruxelles**, doté de trois membres, a continué d'opérer comme un lien quotidien avec les services de la Commission et de fournir son assistance aux partenaires sociaux, assurant par ailleurs la présence du CEDEFOP à des manifestations importantes.

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

1.1

1.2

1. PROMOTION DES COMPÉTENCES ET DE L'ÉDUCATION ET FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

1.1 Qualifications clés et renouvellement des programmes d'enseignement

Responsable: Pekka Kämäräinen

Les travaux au niveau de ce projet ont constitué la poursuite directe de ceux entrepris en 1996 et 1997. Les principales sous-activités étaient une étude comparative des différentes approches en matière de "qualifications clés" en Europe, le suivi/accompagnement de certains importants partenariats de recherche, une collaboration au niveau des activités y afférentes de la Fondation européenne pour la formation (ETF) et la promotion de la synergie parmi les partenariats de recherche européens dans les domaines de recherche connexes.

En 1998, des résultats intermédiaires importants ont été communiqués et un cadre pour une phase de conclusion (1999-2000) a été développé.

Dans le cadre de l'**activité d'étude**, d'importants résultats intermédiaires de l'étude comparative entreprise par l'expert responsable ont été diffusés par le biais de documents de référence pour le rapport du CEDEFOP sur la recherche et le développement de la FEP en Europe (cf. projet 5.4) et pour la Présidence autrichienne de l'UE. Les autorités autrichiennes ont utilisé la contribution du CEDEFOP comme un document de base de la Conférence européenne sur la FEP, organisée sous les auspices de la Présidence autrichienne de l'UE. En tant que suivi à cette conférence, un concept d'un document de référence européen spécifique a été développé.

Dans le cadre du **suivi/accompagnement de partenariats européens de recherche**, certains résultats intermédiaires ont été présentés dans les contributions aux rapports finaux de ces partenariats respectifs ("Stratégies post-16", "INTEQUAL") à la Présidence autrichienne et à la réunion d'experts "composante recherche" du programme Leonardo I organisée par la DG XXII. Les autorités autrichiennes ont utilisé la contribution du CEDEFOP comme un document de base pour le Forum 1 de la Conférence relative à la FEP organisée sous les auspices de la Présidence autrichienne de l'UE.

En 1998, l'accompagnement direct de certains partenariats particuliers a été réduit pour permettre la mise en oeuvre d'autres "activités de capitalisation". Cependant,

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

une relation d'accompagnement étroite a été maintenue ou développée dans le cadre des projets suivants:

- les projets multiplicateurs (SPES-NET et DUOQUAL) des partenariats sur les thèmes "parité d'estime"/ "qualifications valables au niveau dual" ("Stratégies post-16", "INTEQUAL");
- le projet ADAPT mené par les Danois ("Good delivery"), qui a des implications directes pour la publication de référence prévue et pour des activités de diffusion connexes;
- le projet EUROPREF, qui est devenu un réseau, après une période d'étude pilote.

Dans le cadre de **la collaboration avec la Fondation européenne pour la formation (ETF)**, l'expert responsable a été invité à contribuer aux travaux des sous-groupes du Forum consultatif de l'ETF. Les travaux du sous-groupe ont été centrés sur le rôle des "compétences de base" dans le développement de programmes d'enseignement des États partenaires. L'ETF a intégré le document de discussion y afférent de l'expert du CEDEFOP en tant que section et annexe spécifiques dans le rapport final du sous-groupe au Forum consultatif.

Dans le cadre de la **promotion de la synergie parmi les partenariats européens de recherche et de la capitalisation conjointe des résultats de la recherche**, une transition a eu lieu vers de nouveaux modes de travail. La série des "séminaires multi-niveaux" de l'année précédente ont été achevés par la conférence internationale sur le schéma modèle expérimental "Schwarze Pumpe", organisé en collaboration avec les autorités allemandes et les chercheurs impliqués respectifs. Un "atelier pilote de capitalisation", qui a réuni les partenaires britanniques de certains partenariats européens de recherche concernés et les chefs de recherche de deux agences britanniques, a été organisé comme une manifestation pré-conférence avant la "Conférence sur l'éducation et la formation tout au long de la vie", organisée sous les auspices de la Présidence britannique de l'UE.

Parallèlement à ces mesures, une mesure pilote spécifique a été mise en place afin de produire une "enquête web" qui offrirait un accès convivial au débat européen sur les "qualifications clés".

Un changement d'accent a été opéré vers le développement d'une "approche capitalisation" intégrée, qui serait basée sur les éléments suivants:

- la participation régulière du CEDEFOP à la Conférence européenne annuelle sur la recherche en éducation (ECER);

- le développement d'une "coopération en partenariat" avec d'importants réseaux européens, dans le cadre de symposiums ou de colloques intermédiaires y afférents (cf. projet 5.4 "encadrer les réseaux");
- une utilisation efficace d'outils télématiques de soutien à l'apprentissage en réseau parmi les partenariats européens de recherche et aux "mesures conjointes de capitalisation" (cf. projet 5.4 "encadrer les réseaux");
- la préparation d'un document de référence européen dans le contexte de ces mesures, basé sur la coopération avec les partenariats et les réseaux européens de recherche concernés et leurs environnements de communication électronique.

1.2 La formation dans les micro-entreprises

Responsable: Tina Bertzeletou

En 1998, une étude a été menée sur la comparaison de l'organisation du travail et des possibilités d'apprentissage dans une section spécifique de petites et moyennes entreprises: des micro-entreprises (jusqu'à dix employés) dans trois secteurs différents: la vente de détail, la réparation d'automobiles et l'imprimerie. Au total, cinquante-sept entreprises ont été analysées dans six États membres.

Les principales différences ont été observées parmi les 20 entreprises de vente de détail au sein desquelles les employés n'avaient guère participé à une formation professionnelle avant d'entamer leur carrière dans ce secteur.

Dans le cas de la réparation d'automobiles et du secteur des arts graphiques, la principale justification du recrutement de personnes ayant reçu une formation professionnelle réside dans les changements technologiques continus et rapides. Les entreprises souhaitant occuper les avant-postes de ces développements, ou continuer de les suivre, ne sauraient y parvenir sans disposer d'un personnel ayant des qualifications de base suffisantes.

Dans les micro-entreprises, l'apprentissage s'effectue principalement par l'utilisation des possibilités existantes dans le cadre du travail quotidien normal, qui peut être tant formel qu'informel et intervenir de manière structurée ou non.

L'informatisation a représenté une des réponses, alors qu'un développement bien plus important est le passage d'un système d'assistance au consommateur à un système de semi self-service, où les tâches de l'em-

1.2

1.3

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

ployé sont transférées au client. D'autres considérations économiques, telles que le coût élevé de l'investissement dans la formation et/ou les équipements, stimulent la division de la main d'oeuvre entre les entreprises, menant à une coopération pour offrir des services complémentaires, notamment sur une base mutuelle.

En règle générale, les chefs de micro-entreprises jouent un rôle encore plus important que dans les entreprises plus grandes et ils semblent invariablement exceller dans la connaissance de leur métier, mais moins dans les compétences de direction d'entreprise ou, encore moins, managériales.

L'étude souligne les avantages et les inconvénients de la formation du personnel dans l'entreprise, les chefs d'entreprise interviewés ayant marqué leur préférence pour cette formule. Il existe peu d'exemples probants de micro-entreprises sachant mettre à profit adéquatement le potentiel de leur personnel. Dans ces cas, les chefs d'entreprises jouent un rôle d'entraîneurs et de promoteurs, s'efforçant consciemment d'organiser le travail de manière à créer des possibilités d'apprentissage et d'enseignement.

Une étude a été élaborée en anglais sur le travail et l'apprentissage dans les micro-entreprises, consistant en une étude comparative sur les secteurs de la vente de détail, de la réparation d'automobiles et de l'imprimerie dans six pays. Des contacts ont été établis avec la DG XXII et la DG XXIII sur la formation et le développement des compétences dans les PME. À la fin de 1998, un appel d'offres a été publié pour l'élaboration d'une étude sur les besoins de changement des compétences entraînées par l'internationalisation.

1.3 Identification, validation et accréditation de l'apprentissage non formel

Responsable: Jens Bjørnåvold

Douze contrats ont été conclus avec des institutions dans 11 pays européens. En décembre, un total de 9 rapports nationaux et un rapport centré sur des questions de méthodologie ont été achevés. Deux rapports nationaux seront remis en janvier 1999. Un rapport, traitant de "la situation en Europe du sud" a été annulé en raison d'un chevauchement important avec des travaux déjà réalisés dans le cadre des rapports nationaux, alors qu'un autre rapport, traitant du "secteur privé", a vu sa portée s'élargir et a été inclus dans le Programme de travail 1999. Le rapport européen de synthèse, couvrant 16 pays, est en voie de préparation et sera présenté au cours du printemps 1999.

Le projet a contribué à planifier et à mener à bien une conférence sur le thème "Nouveaux modes d'accréditation des qualifications et des compétences acquises par l'apprentissage informel".

La conférence, qui a réuni des participants de 27 pays, a été organisée à l'initiative de la DG XXII de la Commission européenne, alors que Leonardo/Irlande était responsable de la préparation technique. La coopération avec la DG XXII et Leonardo/Irlande a été fructueuse. Un rapport de conférence a été publié par Leonardo/Irlande en été 1998.

Les travaux de projet ont également produit des résultats additionnels sous forme de 6 articles devant être publiés dans un certain nombre de magazines européens.

2.1

2.2

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

2. PROJETS DE SUIVI DES DÉVELOPPEMENTS AU SEIN DES ÉTATS MEMBRES

2.1 Description des systèmes de formation et d'enseignement professionnels dans les États membres de l'UE et de l'EEE

Responsables: Michael Adams, Reinhard Nöbauer

Les travaux ont progressé sur les différents éléments prévus dans le Programme de travail. Au cours de l'année, des versions provisoires de nouvelles monographies ont été reçues pour la quasi totalité des États membres qui n'avaient pas été couverts en 1996 ou 1997, tandis que les rapports reçus en 1997 ont été traduits et transmis au concepteur et à l'imprimeur. Malgré les grands progrès réalisés, il a été constaté que le temps nécessaire pour lire attentivement les rapports, en discuter dans le détail avec les auteurs, assurer l'intégration des changements proposés par le CEDEFOP et par les instances nationales, procéder à la traduction, à la conception et à l'impression, était substantiellement plus long que celui prévu initialement. Dès lors, le nombre de versions complètes publiées disponibles à la fin de l'année était inférieur à celui envisagé.

L'idée d'inviter les auteurs à produire des versions sommaires brèves des monographies et à préparer, ultérieurement, des notes brèves de mise à jour, qui seront disponibles en ligne, a été retenue et développée. Certains problèmes concernant la structure de ces rapports sommaires ont été abordés sur la base d'exemples spécifiques. Un site au Village électronique de la formation (Fenêtre sur les systèmes de FEP) a été ouvert et l'information disponible, émanant notamment du réseau documentaire (cf. projet 6.2), ainsi que des documents d'apport aux réunions des Directeurs généraux de la formation professionnelle (cf. projet 5.3), y ont été introduits.

À la suite du lancement d'un appel d'offres restreint, un contrat a été signé pour la production d'un CD Rom pilote qui contiendra les monographies des pays ayant rejoint l'UE en 1995 (Autriche, Finlande et Suède). Ce produit fournira la possibilité de développer un mécanisme de recherche à utiliser ultérieurement pour la production d'un CD Rom contenant les monographies de tous les États membres de l'UE, de la Norvège et de l'Islande. Cela pourrait être étendu, grâce à une coopération avec la Fondation européenne pour la formation, à des rapports concernant les pays d'Europe centrale et orientale.

À la fin de l'année, la situation en ce qui concerne les États membres de l'UE et de l'EEE était la suivante:

- Belgique (B)- à l'issue de longues négociations, un contrat a été signé en décembre et un premier projet devrait être reçu au printemps 1999;
- Danemark (DK)- la version finale a été reçue en danois, suite aux commentaires du CEDEFOP et des instances nationales sur une version antérieure;
- Allemagne (D)- après discussion avec l'auteur sur un projet initial, une version révisée a été reçue, mais elle fait encore l'objet de discussions avec des partenaires au niveau national;
- Grèce (EL)- une version finale a été reçue à la suite de discussions avec l'auteur sur un projet initial;
- Espagne (E)- un troisième projet a été reçu à la suite de discussions entre le CEDEFOP, l'auteur et les autorités au niveau national;
- France (F)- un texte révisé après consultation avec l'auteur et les instances nationales a été transmis à la traduction en anglais et allemand et au concepteur;
- Italie (I)- un second projet élaboré après discussion entre l'auteur et le CEDEFOP et consultation avec les instances nationales a été reçu;
- Irlande (IRL)- une version finale comprenant les commentaires émis par les instances nationales sur un projet précédent a été reçue;
- Islande (IS)- la production a été retardée en raison des commentaires et des changements ultérieurs effectués à une version antérieure à la demande des instances au niveau national;
- Luxembourg (L)- une version finale, tenant compte des commentaires émis par les autorités au niveau national, a été reçue;
- Norvège (N)- suite à une collaboration étroite avec l'auteur, le texte a été transmis à la traduction et au concepteur, dont on a reçu des premières épreuves;
- Pays-Bas (NL)- un second projet, tenant compte de certains commentaires émis par le CEDEFOP et les instances nationales, a été reçu;
- Autriche (AU)- la monographie a été publiée en allemand en juillet – la traduction anglaise a été reçue et la traduction française a été demandée;
- Portugal (P)- un premier projet a été reçu et un projet révisé a fait l'objet d'une réunion avec des partenaires nationaux à Lisbonne en novembre;
- Suède (S)- les premières épreuves (en anglais) ont été reçues et transmises au concepteur – les traductions en allemand et français sont en cours;
- Finlande (SF)- les versions française et allemande ont été publiées (l'anglaise et la finlandaise avaient été publiées en 1997). Par ailleurs, les auteurs ont soumis une version révisée d'un sommaire, suite à la réaction du CEDEFOP;
- Royaume-Uni (UK)- une version révisée, tenant compte des nouvelles initiatives gouvernementales annoncées au début de l'année, a été reçue et transmise à la traduction. Un sommaire a été préparé pour la Présidence britannique, traduit en français et allemand et placé sur Internet.

2.2 Observer les pratiques novatrices dans la formation et l'enseignement professionnels

Responsable: Roland Loos

Les travaux de projet ont été interrompus à cause du départ du coordinateur du projet en février et son remplacement en octobre.

Au niveau communautaire, dans le contexte des futurs programmes et notamment de Leonardo da Vinci (deuxième phase), les travaux visent à préparer et à garantir l'innovation, l'analyse et la diffusion des pratiques novatrices.

À la suite d'une étude approfondie des travaux de base réalisés au niveau de ce projet et de consultations éten- dues avec la DG XXII, un plan a été élaboré pour mener à bien cette étude. D'intenses discussions avec les services de la Commission européenne ont permis de procéder à une nouvelle rédaction et à la restructuration du projet. Cinq domaines de formation profession- nelle ont été désignés, pour lesquels le CEDEFOP four- nira un aperçu analytique des pratiques et des program- mes actuels au sein des États membres. Le Centre a suivi ces travaux et il a élaboré une contribution à la suite de la communication de la Commission «Vers une Europe de la connaissance», citée dans le rap- port.

Les travaux du Centre en matière d'exploitation des résultats de Leonardo mettront utilement à profit l'ex- pertise du CEDEFOP en vue d'améliorer les méthodes d'observation et d'analyse de la formation profession-

2.2

2.3

2.4

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

nelle. Un premier séminaire interne d'experts a été organisé pour janvier 1999.

2.3 Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'UE – Numéro spécial: formation et enseignement professionnels initiaux

Responsable: Pascaline Descy

Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'UE

L'objectif de la publication "Chiffres clés" est de fournir une information chiffrée de base sur les principales caractéristiques de la FEP dans les États membres. Ce document est le résultat des efforts communs de la DG XXII, d'Eurostat et du CEDEFOP visant à compiler des informations statistiques sur la FEP et de les présenter d'une manière conviviale à un large public. L'année 1998 a été consacrée à la production d'une nouvelle livraison de cette publication centrée, cette fois-ci, sur la formation adressée aux jeunes.

La publication "Chiffres clés sur la formation professionnelle dans l'Union européenne – 1998, numéro spécial: la formation des jeunes" a été préparée et transmise aux DGFP pour approbation finale en décembre. La publication est prévue pour mars 1999 en anglais et français. La procédure de diffusion a commencé par la présentation d'un aperçu de la publication au Village électronique de la formation.

Une troisième édition des "Chiffres clés", concernant la transition de l'enseignement et de la formation à la vie active, est prévue pour 1999. En vue de préparer cette publication, certaines activités ont été lancées en 1998. L'université de Liège a mené une étude sur l'exploitation des chiffres nationaux illustrant la transition. Le rapport final a été remis en mai 1998. Un groupe de pilotage a été constitué, composé de chercheurs et de spécialistes dans ce domaine.

Mise en application des "domaines de classification de la formation"

Alors que différentes collectes de données ont été mises en oeuvre afin d'améliorer la base d'information sur la FEP, un aspect de la formation a été systématiquement ignoré par le passé: il s'agit de l'information concernant le contenu de l'apprentissage. Cette négligence a pour origine un fait simple, mais fondamental: l'absence d'une classification comparable au niveau international, sur laquelle on pourrait fonder toute collecte de données. Afin de combler cette lacune, Eurostat et le CEDEFOP ont développé conjointement les "Domaines de classification de la formation".

La mise à disposition d'une classification commune ne saurait constituer qu'un premier pas vers la collecte de données comparables. Il semblerait que par le passé, les classifications internationales de l'enseignement n'aient pas été appliquées uniformément dans tous les pays. Cela n'a pas pour cause des défauts majeurs des systèmes en eux-mêmes, mais l'absence de lignes d'orientation claires sur la manière d'appliquer les classifications. Eurostat et le CEDEFOP ont collaboré dans la préparation d'un manuel sur la manière d'utilisation de la classification.

Le manuel a été préparé comme prévu par l'Office des Statistiques suédois et utilisé pour recueillir des données dans les domaines de la formation dans le cadre de la collecte de données sur la FEP d'Eurostat en été 1998. Cela a permis de tester la qualité de cet instrument et, dès lors, d'y apporter certaines améliorations ultérieures. Le manuel sera publié et distribué gratuitement à tous les fournisseurs de données d'Eurostat au début de 1999. En dehors de la collecte de données mentionnée précédemment, il est prévu d'utiliser la classification et le manuel lors de la prochaine Enquête sur la formation professionnelle continue. Tant la classification que le manuel devraient améliorer la qualité des données recueillies par Eurostat, mettant à profit des indicateurs nouveaux et plus précis.

Nouveaux indicateurs en matière de FEP

La DG XXII, Eurostat et le CEDEFOP ont examiné la question de l'instauration d'indicateurs statistiques sur l'efficacité de la formation.

Une critique récurrente concernant les indicateurs actuels de l'UE en matière de formation, tant initiale que continue, consiste à présumer implicitement que la qualité de la formation dépend de son volume. Une fois établis, ces indicateurs pourraient être inclus dans les enquêtes statistiques appropriées. Par ailleurs, la DG XXII, Eurostat et le CEDEFOP nécessitent une base pour diriger les travaux, les investissements et les développements futurs dans le domaine des statistiques en matière de formation professionnelle.

Un expert externe était chargé de déterminer les domaines dans lesquels l'efficacité de la formation professionnelle pourrait être mesurée grâce à des indicateurs statistiques. Le rapport final a été remis en mai. Un groupe de travail a été constitué, afin de suivre le projet et d'émettre des propositions pour des développements futurs. Tous les membres participent activement au processus de réflexion.

La première phase du projet a mené au lancement de deux appels d'offres. Le premier concernait l'efficacité de la FEP initiale et de la formation destinée aux

chômeurs, l'objectif étant l'exploitation des sources d'Eurostat et la présentation de suggestions visant leur amélioration. Mme Anne West a été choisie pour mener les travaux. Elle remettra son rapport final en janvier 1999 (un certain retard est dû aux difficultés rencontrées par la consultante pour accéder aux données d'Eurostat). Le second appel d'offres concernait l'efficacité de la formation professionnelle continue au sein des entreprises. Dans ce cas, le problème est différent en matière de mesure et d'absence de données comparables au niveau de l'UE. Il a été décidé de se concentrer sur une série de données recueillies dans des entreprises en Suède. Le consultant est chargé de tester un modèle conceptuel sur ces données et de présenter des recommandations sur une collecte future de données.

Conception d'une base de données contenant des résultats statistiques sur des enquêtes harmonisées d'Eurostat sur la FEP

Le CEDEFOP doit disposer d'un accès aisé aux données concernant l'enseignement, la formation et les forces de travail, afin qu'il puisse mener ses travaux efficacement. Eurostat ne disposait pas d'une base de données sur la FEP: dès lors, Eurostat et le CEDEFOP ont collaboré sur le développement d'une base de données dans le cadre de l'environnement NewCronos d'Eurostat et le CEDEFOP a désormais accès aux bases de données NewCronos à travers le web.

2.4 Financement de la formation et de l'enseignement professionnels

Responsables: Sarah Elson-Rogers,
Sven Åge Westphalen

Une somme considérable de travaux ont été accomplis par le CEDEFOP en 1998 en ce qui concerne le financement de la FEP. Plusieurs des objectifs spécifiques pour 1998, placés dans le cadre du Programme de travail triennal 1997-2000, ont été atteints, voire dépassés. Les résultats des travaux se sont centrés sur trois domaines thématiques, comme esquissé ci-après:

"Portraits" de financement des systèmes individuels de formation et d'enseignement professionnels au sein de l'UE

L'objectif de ce projet est de produire des rapports pour les 15 États membres de l'UE combinant une description qualitative des flux de financement à travers les structures de la FEP et des données quantitatives sur les dépenses liées aux différents types de formation. Il visait également à identifier les sources de financement et les

2.4

2.5

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

mécanismes d'attribution en fournissant des données quantitatives sur les dépenses par différents types de formation. Les rapports sont articulés autour de la formation professionnelle initiale, la formation professionnelle continue et la formation adressée aux chômeurs.

Cinq portraits ont été entamés à la fin de 1997, concernant l'Autriche, le Danemark, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Au début de 1998, cinq autres portraits ont été lancés pour la Finlande, la Grèce, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède. La publication de certains de ces portraits a été retardée en raison de quelques problèmes de collecte de données et de traduction des rapports. Toutefois, trois portraits ont été achevés en 1998 pour l'Autriche, le Danemark et la France et seront publiés en janvier 1999. Cinq autres (Finlande, Allemagne, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni) sont également sur le point de se terminer et leur publication est prévue pour février 1999.

Rapports de discussion sur des questions spécifiques concernant le financement de la FEP.

L'objectif de ces travaux est d'identifier certains domaines de financement de la FEP présentant un intérêt particulier, ou de nouveaux aspects de financement, qui devraient être explorés. Les rapports visent à examiner ces questions d'une manière équilibrée et à fournir des exemples d'études de cas concernant leur mise en application.

Deux rapports ont été publiés en 1998: *"Le financement lié aux résultats dans la formation et l'enseignement professionnels: document de discussion et études de cas"* et *"La comptabilité des ressources humaines: intérêts et conflits"*.

Trois autres rapports ont été lancés à la fin de 1998 sur la *"corporatisation" des institutions publiques de FEP, l'utilisation de coupons/crédits pour financer la FEP et les politiques de financement/dispositifs volontaires d'appui au financement de la formation continue dans les PME*. La publication de tous ces rapports est prévue pour l'automne de 1999.

Recherche sur le rendement de la formation professionnelle continue dans les entreprises.

Un grand nombre des travaux réalisés par le CEDEFOP dans ce contexte ont visé à étayer davantage les bases d'un projet de recherche à réaliser d'ici à la fin de 1999. Il est essentiel de procéder à l'examen des méthodes existantes pour identifier certaines approches particulièrement fortes de ces travaux. Le CEDEFOP a publié deux rapports liés à ces travaux en 1998.

Le premier, intitulé *"Approches et obstacles à l'évaluation de l'investissement dans la formation pro-*

professionnelle continue: discussion et études de cas émanant de six États membres de l'Union européenne, est un ensemble de rapports de recherche au niveau national, qui examinent différents aspects de l'évaluation de l'investissement en FPC dans les entreprises. Le second rapport, intitulé *"Explorer le rendement de la formation professionnelle continue dans les entreprises: un aperçu des travaux de recherche à l'intérieur et en dehors de l'Union européenne"*, esquisse un certain nombre d'autres projets de recherche entrepris et passe en revue certains des principaux problèmes posés à la recherche de ce type. Ce rapport contient également un questionnaire visant à susciter des suggestions et des idées de la part d'autres chercheurs sur la manière de poursuivre les travaux existants, comme une base à la formulation d'un projet en 1999.

Nous avons assuré une vaste diffusion des résultats par le biais du "serveur de liste" sur le financement de la FEP, au Village électronique de la formation. De même, un point de rencontre a été établi au Village électronique de la formation, afin de stimuler les débats sur la comptabilité des ressources humaines.

En dehors de ces projets, des contributions ont également été faites à d'autres travaux entrepris au sein de l'UE (p. ex., l'Enquête II sur la formation professionnelle continue, avec Eurostat). Cela a impliqué l'élargissement des contacts avec d'autres experts, par des contributions à leurs projets (p. ex., Leonardo da Vinci). Les relations avec la Fondation européenne pour la formation, la DG XXII, Eurostat et l'OCDE ont été renforcées grâce à une communication plus régulière avec ces instances dans ce domaine.

2.5 La qualité en matière de formation et d'enseignement professionnels

Responsable: Tina Bertzeletou

En 1998, une étude a été commandée sur l'utilisation des indicateurs de la qualité dans le secteur hospitalier et leur pertinence en matière d'amélioration de la qualité et de la formation.

L'étude est basée sur une analyse des sources d'information disponibles et sur dix études de cas. Le domaine des soins de santé, et notamment le secteur hospitalier, a été choisi en raison des contraintes financières auxquelles il est confronté dans de nombreux pays européens, au sein desquels le budget consacré aux dépenses de santé est en diminution.

Dans le secteur hospitalier, un large éventail d'indicateurs de performances ont été développés à travers l'Europe, souvent requis et conçus par les autorités publiques à

des fins de contrôle, ou en vue d'assurer des normes minimales de qualité. L'intérêt en matière de développement d'indicateurs s'est centré sur les aspects financiers, dans la mesure où ils servent d'apport aux décisions politiques dans le domaine de la santé.

À présent, un nombre croissant de pays européens procèdent à l'instauration de processus d'accréditation, ou de systèmes de contrôle qualité similaires. Étant donné que le CEDEFOP s'est déjà penché précédemment sur la question des indicateurs de la qualité dans la FEP, il a été procédé à une comparaison entre les hôpitaux et les institutions de FEP en ce qui concerne l'utilisation des indicateurs de la qualité. La comparabilité internationale des indicateurs au niveau européen est pratiquement inexistante, en raison des manières divergentes dont les systèmes nationaux de santé ont été développés.

Dans les deux secteurs, d'importantes similarités apparaissent, du fait qu'ils sont tous deux fortement dépendants du financement public et contrôlés par le gouvernement, qu'ils constituent d'importants employeurs impliquant, directement ou indirectement, une grande partie de la population et qu'ils fournissent des services essentiels pour le développement humain. La qualité de tels services n'est pas facile à mesurer et une évaluation complète n'est possible que des années après que le service a été fourni.

L'étude, élaborée par Deloitte et Touche en Belgique, propose au lecteur un certain nombre de suggestions concernant le développement d'un système de mesure de la qualité et de la performance à l'adresse des hôpitaux. Elle se termine par un certain nombre de recommandations générales concernant le renforcement de la coopération internationale au niveau de la conception d'indicateurs de la qualité et de leur utilisation plus efficace. L'autre étude commandée en 1998 visait à compléter les études précédentes, plus théoriques, par une recherche empirique sur la mise en application concrète de la qualité dans les systèmes de FEP.

La question principale était de savoir si, et dans quelle mesure, la coopération de réseau existant entre le système d'enseignement général, les institutions de FEP, les entreprises commerciales, les partenaires sociaux et les décideurs politiques, recèle un potentiel naturel d'amélioration de la qualité et de la flexibilité des possibilités de formation, de soutien des pratiques novatrices et de renforcement des perspectives d'emploi pour les participants aux mesures de formation professionnelle.

Huit réseaux locaux dans le domaine de la formation professionnelle dans différents États membres ont été analysés, afin de constater si, et comment, l'application de la qualité par le biais de la coopération entre les

2.5

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

opérateurs des réseaux susmentionnés peut être encouragée.

Une analyse approfondie des études de cas a montré que la fonction la plus importante des réseaux est leur approche pragmatique en matière de qualité.

Le potentiel novateur spécifique des réseaux réside dans leur capacité d'identifier des problèmes inhérents au système de formation professionnelle et de développer des stratégies de solution adaptées aux conditions locales et régionales.

Les huit études de cas ont indiqué la manière dont les possibilités régionales de formation et de perfectionnement professionnels peuvent mieux s'adapter aux exigences du monde des affaires et aux groupes cible de la politique du marché de l'emploi.

Une des conclusions fondamentales de l'étude est que la réussite des réseaux locaux est basée essentiellement sur la coopération et le dialogue entre les acteurs publics et privés et sur les effets complémentaires mutuels des approches politiques du haut vers le bas et de la base vers le sommet.

L'étude contient un certain nombre de suggestions concernant le futur développement et les exigences des réseaux en matière de financement.

Dans ce contexte, ceux qui assument les tâches de pilotage et de coordination des divers acteurs/membres des réseaux jouent un rôle fondamental: ils sont qualifiés de "managers du changement", et l'étude s'achève par une proposition en vue de la définition éventuelle de leur profil professionnel.

Résultats: huit monographies sur des réseaux locaux à travers l'UE, en tant que rapport de synthèse sur le soutien de la qualité en matière de formation professionnelle grâce au maillage des réseaux.

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

3.1

3.2

3.3

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP


CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

3. PROJETS RELEVANT DU THÈME “AU SERVICE DE LA MOBILITÉ ET DES ÉCHANGES EUROPÉENS”

3.1 Transparence des qualifications

Responsables: Jens Bjørnåvold, Sten Pettersson

Les contacts étroits avec la Commission et les États membres ont été maintenus en 1998 et les discussions avec la Commission (DG XXII) sur la création d'une "Interface européenne" se sont poursuivies tout au long de l'année, la dernière réunion ayant eu lieu en décembre 1998. Le CEDEFOP a également eu des entretiens avec les ministères allemand et britannique. Ces discussions ont permis de conclure que les membres nationaux (18) du Forum européen devraient être désignés par le Conseil d'administration du CEDEFOP. Les partenaires sociaux au niveau européen devraient en outre être invités à désigner huit membres.

Accord sur la réciprocité de l'initiative et sur le nouveau nom de "Forum européen" dans le domaine de la transparence des qualifications professionnelles.

Une étude de faisabilité portant essentiellement sur les conditions préalables nécessaires à la création d'une Interface européenne, notamment sur les questions de la "qualité de l'information" et de la "participation/représentation", a été programmée pour juin 1998. Cette étude a été remplacée par un document de discussion pour la réunion des Directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP), qui s'est tenue à Windsor en avril 1998. Avec le document présenté en novembre 1997, cette note s'est avérée suffisante pour nos besoins immédiats. Un suivi a été présenté lors de la réunion des DGFP, qui s'est tenue à Bregenz (Autriche) en novembre.

En ce qui concerne l'approche sectorielle de la transparence des qualifications (accent mis sur l'industrie chimique, le tourisme et le secteur de la santé), l'esquisse d'un projet d'étude sectorielle devait être préparée en cours d'année. En raison de l'accroissement de la charge de travail liée au projet 1.3 et à la création du Forum européen, seule la programmation d'une étude sur le secteur de la santé a été achevée. Cette étude démarrera en février 1999. Des appels d'offres pour les deux autres secteurs seront préparés et publiés au début de 1999.

Il a été jugé important d'obtenir un accompagnement politique aussi solide que possible et d'assurer des préparatifs de haute qualité, plutôt que de commencer le projet prématurément.

La première réunion du Forum européen a été quelque peu retardée au fil de l'année. La répartition du travail/répartition du financement entre la Commission et le CEDEFOP a fait l'objet d'une discussion et des solutions ont été trouvées pour 1999.

D'une manière générale, la création d'un Forum européen a reçu un accueil favorable. Les présentations qui ont été faites lors des réunions des Directeurs généraux de la formation professionnelle (DGFP) à Windsor (avril 1998) et à Bregenz (novembre 1998) ont revêtu une grande importance et apportent au CEDEFOP le soutien nécessaire pour poursuivre cette initiative d'une manière plus pratique. Un "Groupe technique" composé de six experts a été créé en septembre et assiste le CEDEFOP dans ce domaine.

Au cours de 1998, deux documents ont été préparés pour le Forum: un rapport sur "l'approche transparence" du programme Leonardo da Vinci et un glossaire bref sur la transparence et la reconnaissance des qualifications professionnelles.

3.2 Besoins et problèmes en matière de mobilité en Europe: appui et information aux jeunes

Responsable: Norbert Wollschläger

Le concept global de *mobilité* a subi ces dernières années un changement de sens fondamental. Utilisé à l'origine comme catégorie pour décrire les flux migratoires sur le marché du travail, il s'est désormais imposé dans le débat sur l'enseignement et la formation comme une expression décrivant une période déterminée dans le processus d'apprentissage (formation initiale ou formation continue) et se déroulant à l'étranger. Le CEDEFOP a concentré son activité de recherche sur les programmes communautaires d'échanges et sur l'impact des périodes passées à l'étranger sur le processus d'acquisition de qualifications chez les jeunes.

La mobilité n'est pas une fin en soi. L'insistance de la Commission européenne, des gouvernements nationaux et des partenaires sociaux sur la mobilité dans le processus de formation se fonde sur l'hypothèse que les périodes de formation à l'étranger sont particulièrement propices à l'acquisition de compétences qui deviennent de plus en plus importantes, notamment dans la perspective de l'employabilité européenne.

Ce nouveau projet du CEDEFOP prend en compte le changement sémantique du concept de *mobilité*. La recherche s'est concentrée sur les questions suivantes:

- qu'est-ce qui motive les individus à devenir mobiles? Quels sont les obstacles? Quels sont les effets psychosociaux de l'installation dans un pays étranger?
- quels sont les effets à long terme sur l'évolution personnelle et professionnelle des jeunes?
- qu'entend-on par qualifications internationales ou interculturelles et quelle est la demande actuelle en qualifications de ce genre dans les petites et moyennes entreprises?

L'installation dans un pays étranger soulève de nombreux défis et pose des problèmes personnels et sociaux aux individus, notamment aux membres des familles. Elle doit être soigneusement préparée et les personnes doivent recevoir un soutien dans le pays d'accueil. Elle ouvre toutefois en même temps de bonnes perspectives et constitue un enrichissement personnel pour l'individu.

L'installation dans un pays étranger ouvre de bonnes perspectives et constitue un enrichissement personnel pour l'individu. Il en est de même pour la participation aux programmes communautaires d'échanges. Non seulement elle améliore les compétences linguistiques, mais généralement le séjour à l'étranger permet d'accroître la confiance en soi, ainsi que l'intérêt pour un travail à l'étranger. Dans de nombreux cas, les participants modifient leurs projets de carrière initiaux.

En général, les entreprises des pays d'origine ne sont pas en mesure de tirer partie des nouvelles qualifications et compétences acquises par les jeunes lorsqu'ils reviennent de leur formation à l'étranger. S'il y a une prise de conscience générale de l'accroissement des besoins en compétences interculturelles et internationales dans les petites entreprises, en revanche peu d'efforts sont faits pour informer ces entreprises des possibilités existantes.

3.3 Scénarios et stratégies en matière de formation et d'enseignement professionnels

Responsables: Burkart Sellin, Manfred Tessaring

Projet de scénario conjoint CEDEFOP/Fondation européenne pour la formation

Ce projet a démarré en 1998 sur la base des informations provenant du réseau "Tendances européennes dans les professions et les qualifications". Une étude de faisabilité a été lancée et une méthode a été choisie en vue d'une étude CEDEFOP. Dans le cadre de l'intégration européenne progressive, le projet vise à définir des normes

3.3

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

pour une dimension européenne de la formation et de l'enseignement professionnels. Il mettra en évidence des voies alternatives de développement, afin que les décideurs (politiques ou autres) demeurent informés sur les niveaux d'intervention possibles. Ce projet ne constitue pas seulement un travail de recherche, il est en relation étroite avec la politique et la pratique et devrait mettre en évidence des stratégies visant à orienter l'évolution future des systèmes d'enseignement et de formation.

En réponse à un appel d'offres lancé au cours de l'été 1998, des instituts partenaires ont été sélectionnés dans 11 pays d'Europe (A, CZ, EE, D, EL, HU, I, L/B, PL, SI et UK) au titre de ce projet conjoint cofinancé par le CEDEFOP et l'ETF (Turin). Les premiers résultats sont attendus au cours de l'année 1999.

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

4.1

4.2

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

4. RÉSEAUX THÉMATIQUES

4.1 Réseau "Tendances dans les professions et les qualifications"

Responsables: Burkart Sellin, Mara Brugia, Tina Bertzeletou

En 1998, les activités se sont concentrées sur la préparation, la rédaction et la coordination de la publication du document de référence CEDEFOP sur les tendances dans les professions et les qualifications. Trois volumes ont été préparés au cours de l'année.

- Le volume I reprend les principaux résultats de la recherche menée dans le cadre du réseau, ainsi qu'une sélection d'activités menées par d'autres organisations ou par des organismes européens. Il comprend des conclusions et des recommandations à l'intention des décideurs politiques et des praticiens de la FEP.
- Le volume II est composé d'une vingtaine d'articles rédigés par des universitaires et des chercheurs, qui font des propositions et formulent des conclusions sur un large éventail de thèmes.
- Le volume III contient une bibliographie annotée et un glossaire de travail. Cet ouvrage sera publié en 1999 en anglais, en français et en allemand.

Un certain nombre d'autres projets de recherche ont également été poursuivis sur la productivité et la flexibilité des systèmes de formation, la correspondance entre la formation proposée et les segments du marché du travail dans différents États membres, la structure des niveaux de formation et la nécessité de disposer de classifications permettant la comparaison au niveau européen. Des travaux ont également été menés sur les qualifications additionnelles à l'interface entre la formation initiale et la formation continue, sur les qualifications dans le secteur de l'environnement et sur les profils d'emploi dans le contexte des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Au cours de l'année, les priorités du réseau ont été réexaminées et les mandats des trois groupes ont été discutés et redéfinis. Lors de la réunion plénière annuelle (juin), les résultats intermédiaires et finals des projets du réseau ont été discutés et les contributions ont été commentées.

Au cours de 1998, le nombre des nouvelles recherches entreprises a été moins important, les travaux portant essentiellement sur le rapport, qui dresse un bilan des

trois années d'activité du réseau. La Lettre d'information n° 6 a été publiée à la suite de la réunion plénière. Une série de rapports de recherche spécifiques émanant du réseau ont été publiés (voir annexe sur les publications du CEDEFOP en 1998).

Les réflexions sur l'approche sectorielle de la formation et l'évaluation de ses possibilités et de ses limites au regard de l'analyse des besoins de formation et de l'élaboration d'une politique de formation ont été approfondies. Les modèles conceptuels élaborés au sein de ce groupe et les connaissances accumulées jusqu'en 1998 ont été testés dans un certain nombre de secteurs du complexe agro-alimentaire, dont la production (agriculture), la transformation (alimentation et boissons) et la distribution (commerce) des produits agricoles.

Toutefois, étant donné l'ampleur et l'hétérogénéité du secteur agricole, l'accent a été mis sur des produits spécifiques et sur l'ensemble de leur "chaîne de valeur" en tant que domaine d'étude. Les secteurs choisis sont la chaîne de production du fromage en Grèce, de la bière en Belgique, du pain complet en Espagne, des fruits et légumes au Royaume-Uni et de la viande aux Pays-Bas. L'étude a porté principalement sur le rôle des agences sectorielles dans le transfert de l'innovation et l'accroissement des qualifications.

L'analyse a utilisé à la fois le modèle linéaire et le modèle interactif de transfert du processus d'innovation. Parmi les cinq grands types d'innovation que l'on peut distinguer, l'accent a été mis sur les innovations qui ont une incidence sur les exigences en matière d'emploi et de qualifications. D'une manière générale, les exigences en matière de qualifications sont de plus en plus élevées dans le secteur de l'agro-alimentaire et plusieurs nouveaux types d'emploi nécessitant des qualifications d'assez haut niveau sont apparus.

L'absence de toute initiative collective de formation sectorielle a permis à l'action privée de se développer. Les entreprises privées renvoient régulièrement à leur réseau de fournisseurs des informations sur la qualité des fournitures et apportent des renseignements, des conseils et de l'aide lorsqu'ils expérimentent de nouveaux modes de culture. Certains pays ont une longue tradition d'échanges d'informations initiales et de conseils entre les agriculteurs d'un même secteur, sous la forme de cercles d'étude.

Le rapport de synthèse, rédigé sur la base des cinq rapports nationaux, devrait être prêt au cours du premier semestre 1999.

4.2 Réseau "Formation des formateurs"

Responsables: Duccio Guerra, Mara Brugia

Le réseau "Formation des formateurs" a mené trois activités complémentaires: apporter des informations, favoriser la coopération et promouvoir la recherche. En 1998, l'objectif prioritaire a été la mise en place des réseaux TTnet nationaux.

Dix États membres y ont été associés (Allemagne, Belgique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni). Des initiatives ont également été lancées pour la création de réseaux nationaux dans d'autres États membres, ainsi qu'en Islande et en Norvège.

Les activités d'information se sont concentrées sur la création d'un prototype de banque de données. En 1999, cet instrument sera entièrement intégré dans le Village électronique de la formation, avec un accès en ligne et des possibilités de mise à jour. La série des quatre monographies sur les systèmes nationaux de formation des formateurs a été achevée au cours de l'année. Entre-temps, les auteurs ont été invités à les mettre à jour, en vue de la publication d'un nouveau CD-ROM, dont la préparation a déjà commencé.

La coopération a pris la forme de trois ateliers destinés aux spécialistes de la formation sur les sujets suivants: l'innovation dans la formation des formateurs (Faro, Portugal, juin 1998), les compétences des formateurs et des tuteurs en entreprise (Berlin, Allemagne, octobre 1998) et la dimension communautaire de la formation des formateurs (Venise, Italie, novembre 1998). Un séminaire réunissant l'ensemble des animateurs nationaux a été organisé début décembre.

Les recherches effectuées dans le cadre du TTnet ont été orientées sur les mêmes thèmes que ceux choisis pour les ateliers. Une étude a été commandée sur la relation entre l'emploi des nouvelles technologies dans la formation professionnelle et ses implications pour les compétences du formateur. Une étude secondaire a porté sur les critères et paramètres d'identification de l'innovation dans la formation des formateurs. Une troisième étude est en cours; il s'agit d'un répertoire des réseaux nationaux, internationaux et communautaires opérant dans le domaine de la formation des formateurs. Ce répertoire citera, classera et évaluera les réseaux et visera à promouvoir la coopération entre eux.

5.1

5.2

5.3

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

5. ÉCHANGE ET DIALOGUE: STIMULER LE DÉBAT

5.1 Programme de visites d'étude

Responsable: Marie-Jeanne Maurage

Au cours de l'année 1998, le programme communautaire de visites d'étude pour spécialistes de la formation professionnelle, qui met en oeuvre le volet III 3b du programme Leonardo da Vinci, a permis à plus de 700 personnes de participer à l'un des groupes de visites d'étude. La majorité de ces visites d'étude (34 au total) ont duré cinq jours et se sont concentrées sur les aspects actuels de la formation initiale et continue, tandis que 26 visites de trois jours ont été également organisées. Un total de 25 pays (UE, EEE, Europe centrale et orientale et Chypre) ont participé au programme en 1998.

Après douze années d'existence, avec l'accroissement considérable du nombre des bourses (de 80 à l'origine à plus de 700), on a procédé à une diversification des types de visite. Les visites de cinq jours apportent des informations plus générales sur les systèmes de formation, tandis que les visites de trois jours se concentrent sur des thèmes spécifiques.

L'expérimentation des visites-ateliers s'est à nouveau révélée un succès en 1998. Ces ateliers visent à permettre à des spécialistes d'échanger leurs expériences et leurs points de vue sur des thèmes spécifiques et de présenter des idées et des propositions pour la Commission européenne et les décideurs politiques dans les États membres (partenaires sociaux et représentants des gouvernements). En général, les participants ont été bien ciblés, les débats ont été de grande qualité, ce qui s'est reflété dans la satisfaction des participants et la qualité du contenu des rapports de fin de visite. Les cinq ateliers qui se sont déroulés au cours de l'année ont porté sur: la dimension européenne de la formation des formateurs (Portugal, juin 1998), la qualité de la formation professionnelle dans un monde agricole en évolution (France, septembre 1998), l'assurance qualité dans la FEP (Royaume-Uni, octobre 1998), le dialogue social (Italie, novembre 1998), la formation professionnelle et les femmes (République Tchèque, décembre 1998).

L'accroissement spectaculaire de l'accès aux moyens électroniques de communication (à la fois courrier électronique et Internet) a eu un impact initial important sur l'organisation. Vers la fin de l'année, le programme de visites d'étude a ouvert un site de travail étendu dans le Village électronique de la formation, qui sera largement utilisé en 1999 pour distribuer des documents aux participants, offrir un accès aux informa-

tions demandées par des groupes spécifiques de visite d'étude et faciliter le choix et l'organisation des visites elles-mêmes.

5.2 Agora Thessaloniki

Responsables:

Jordi Planas (janvier/février 1998),
Hilary Steedman (externe, de mars à octobre 1998),
Éric Fries Guggenheim (depuis octobre 1998)

La nécessité de trouver un forum qui pourrait constituer un espace de débat très ouvert pour le monde scientifique, les gouvernements et les partenaires sociaux est à l'origine du lancement de ces travaux en 1997. Un tel espace donne d'une part aux décideurs politiques l'occasion de frotter leur réflexion à celle du monde bien informé des théoriciens et des chercheurs, d'autre part aux chercheurs la possibilité d'appréhender les défis et les grandes questions sous un jour politique.

En 1998, les activités ont culminé dans l'organisation de deux Agoras: Agora III sur la mobilité de la main-d'œuvre liée à la formation (2 et 3 février 1998) et Agora IV sur les personnes faiblement qualifiées sur le marché du travail (29 et 30 octobre 1998).

L'un des aspects importants des travaux consiste dans la préparation et la publication des actes et des conclusions des séminaires, en vue de faciliter l'accès aux résultats à un public plus large. Le matériel produit dans les Agoras est publié dans la série "Panorama". Les documents d'Agora I et d'Agora II ont été publiés au cours de l'année 1998, tandis que ceux d'Agora III et d'Agora IV seront publiés début 1999.

Agora I: *L'augmentation du niveau des diplômes et ses conséquences sur le marché du travail;* les documents ont été publiés en anglais, français, allemand et espagnol.

Agora II: *Le rôle de l'entreprise dans la formation tout au long de la vie;* le rapport est disponible actuellement en anglais et en espagnol, les versions française et allemande seront disponibles début 1999.

Agora III: *La mobilité de la main d'œuvre liée à la formation;* le rapport sera publié au premier semestre 1999 et sera disponible en anglais, français, allemand et espagnol.

Agora IV: *Les personnes faiblement qualifiées sur le marché du travail;* la partie rédactionnelle du travail est terminée, le rapport sera publié en quatre langues au cours de l'année 1999.

5.3 Un partenaire dans le développement de politique

Responsables: Michael Adams, Steve Bainbridge, Helge Halvorsen, Julie Murray

Le CEDEFOP a continué d'apporter une aide documentaire pour les réunions semestrielles des Directeurs généraux de la formation professionnelle. Pour les réunions qui se sont tenues sous les Présidences britannique et autrichienne, comme à l'accoutumée, en utilisant les informations dont ils disposaient et qui lui sont essentiellement fournies par le réseau d'information documentaire (voir projet 6.2), le CEDEFOP a préparé une note de synthèse sur l'évolution récente dans les États membres. Pour la réunion sous Présidence britannique, une note sur le système de FEP au Royaume-Uni a été diffusée et, pour la réunion de Bregenz, la monographie récemment publiée sur l'Autriche était à la disposition des participants (voir projet 2.1). En outre, le CEDEFOP a apporté sa contribution à la réunion de Bregenz en relation avec la transparence des qualifications et la création d'un forum sur la transparence (voir projet 3.1).

Au cours de l'année, le CEDEFOP a poursuivi son étroite collaboration avec EURYDICE. Le Directeur de l'unité UE d'EURYDICE a présenté les travaux d'EURYDICE au personnel du CEDEFOP à Thessalonique. Une participation réciproque au réseau et à d'autres réunions organisées par le CEDEFOP et EURYDICE a été assurée et des réunions de travail se sont tenues à Bruxelles à différents niveaux. Le débat et la coopération se sont concentrés particulièrement sur la mise à jour et la publication – au moins sous forme électronique – du produit conjoint sur les systèmes d'enseignement et de formation initiale et sur l'extension de cet ouvrage à l'éducation et à la formation professionnelle des adultes. Un plan détaillé a été rédigé conjointement et soumis aux deux réseaux. L'attention s'est également concentrée sur l'élaboration d'approches conjointes de la gestion des sites Internet, notamment sur la possibilité d'offrir aux usagers des liens entre les sites sur des thèmes spécifiques. Enfin, une discussion s'est tenue sur le développement et la gestion des thésaurus européens sur l'éducation et la FEP.

Soutien aux partenaires sociaux

Le CEDEFOP a participé aux réunions du Comité du programme Leonardo da Vinci qui se sont tenues les 9-10 mars, 16-17 juin et 17-18 septembre 1998 et il a apporté sa contribution au programme de visites d'étude lors de la réunion des 16 et 17 juin. De nombreux contacts ont été établis à un niveau technique, dans le cadre du programme Leonardo da Vinci, avec la Commission, le Bureau d'assistance technique et les

5.3

5.4

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

différents projets. Le CEDEFOP a tenu un stand lors de la journée d'information Leonardo da Vinci (19 et 20 janvier, Bruxelles). Le Centre était également présent à la réunion des 5 et 6 mai, pour laquelle il a préparé un document à des fins d'information générale, sur l'évolution récente de la FEP dans les États membres et un document intitulé "Développement des réflexions contenues dans la communication de la Commission européenne "Vers une Europe de la connaissance": un document de travail du CEDEFOP". Un séminaire avec les organisations d'employeurs scandinaves a eu lieu en vue de renforcer les contacts et d'améliorer le rôle de soutien du CEDEFOP. En outre, la Fédération européenne des ouvriers métallurgistes a demandé une aide pour créer des sources d'informations électroniques en liaison avec les questions de formation syndicale. Des présentations similaires ont été faites lors des ateliers Euro Works Council (*Comités d'entreprise européens*) organisés par la Confédération allemande des Syndicats en octobre. Le Village électronique de la formation a été présenté à l'UNICE et, vers la fin de l'année, des travaux ont commencé pour la création d'une plateforme électronique visant à promouvoir le dialogue entre les partenaires sociaux.

Le CEDEFOP a présenté les développements du dialogue social et de la FEP dans l'UE au cours d'un séminaire du VEF à Moscou. Le personnel du Centre a contribué à différents conférences organisées par la Confédération européenne des syndicats.

Une grande importance a été accordée à la participation à des séminaires et à des réunions, afin de soutenir les partenaires sociaux dans le développement et la modernisation des systèmes de FEP dans les États candidats à l'adhésion.

Rapport sur l'évolution des politiques de formation et d'enseignement professionnels au niveau européen

Le Conseil d'administration a approuvé une proposition de plan pour ce rapport lors de sa réunion de mars 1998. L'objectif principal du rapport sur les politiques consistera à évaluer les forces et les faiblesses de la politique menée au niveau européen pour relever les défis auxquels sont confrontés la formation et l'enseignement professionnels. Ce rapport servira à informer les décideurs politiques au niveau de l'UE et des États membres des politiques menées et de l'évolution enregistrée en matière de formation initiale et continue et apportera à la fois des informations qualitatives et quantitatives.

Ce projet se poursuivra tout au long de l'année 1999. Les travaux ont commencé en septembre 1998 pour identifier les instruments législatifs et non contraignants

qui reprennent l'acquis européen en matière de formation et les actions menées au niveau des États membres ont également été identifiées sur la base d'une analyse détaillée d'un certain nombre de sources documentaires. La prochaine étape du projet consistera à associer aux discussions les représentants des partenaires sociaux, à commander des contributions aux collègues du CEDEFOP sur leur domaine respectif d'expertise et à produire pour le printemps 1999 un projet de rapport destiné à être largement diffusé et commenté.

Le rapport final sera publié en anglais à la fin de l'année. Les versions française et allemande seront disponibles à une date ultérieure.

5.4 Appui à la coopération dans la recherche

Responsables: Manfred Tessaring, Pascaline Descy, Mara Brugia, Pekka Kämäräinen

Au cours de l'année 1998, le CEDEFOP a mené trois grandes activités à caractère global en vue de soutenir le développement d'une culture européenne de la recherche, d'améliorer la coopération dans la recherche et de faciliter l'accès aux résultats de la recherche. Ces activités – le Rapport sur la recherche et le développement en FEP en Europe, le Répertoire européen de recherche et le projet "Encadrer les réseaux" – ont été développées en tant que trois projets parallèles sous un titre commun. Chacun de ces projets sera donc présenté séparément ci-dessous.

Rapport sur la recherche en FEP en Europe

Le premier rapport sur l'état actuel de la recherche en FEP en Europe inaugure la série des rapports de recherche qui seront publiés par le CEDEFOP tous les deux ans. Les rapports présenteront des informations sur les fondements théoriques, méthodologiques et conceptuels de la recherche européenne en FEP et exposeront les principaux résultats de cette recherche et leurs implications pour la politique, la pratique et la recherche future.

Le *rapport de synthèse* examine les travaux de recherche sur le contexte institutionnel et politique des systèmes de FEP en Europe, notamment sur leur régulation, leur financement et leurs performances; sur les influences démographiques, sociales et économiques, sur les coûts et les bénéfices de la formation, sur les aspects du marché du travail et les perspectives d'emploi; sur le choix professionnel et l'orientation, sur les problèmes liés à la transition vers la vie active, sur la formation continue et sur les problèmes des groupes défavorisés dans la formation et sur le marché du travail; sur les programmes, les qualifications clés, les nouveaux

environnements d'apprentissage dans le contexte des nouveaux médias et sur l'identification et l'évaluation des acquis non formels; et enfin sur la recherche comparative en FEP, sur la mobilité transnationale dans la formation et le travail et sur la reconnaissance des compétences dans l'UE. Chaque sujet spécifique donne lieu à des conclusions à l'intention des décideurs politiques et des chercheurs. Le rapport conclut avec la discussion sur les "méga-tendances" et avec les implications concrètes des résultats de la recherche pour la politique, la pratique et la recherche; il inclut une annexe contenant une bibliographie détaillée et des informations sur les organismes de recherche, les réseaux et les programmes européens dans le domaine de la formation professionnelle.

Le rapport de synthèse a été publié en anglais en juillet 1998. La première édition a été épuisée dès octobre 1998; une seconde édition révisée a été préparée et sera probablement publiée en janvier 1999.

La traduction et la révision des versions allemande et française ont été achevées en octobre 1998. La traduction en espagnol a été achevée en décembre 1998.

Le rapport de synthèse se fonde sur les contributions originales d'une vingtaine d'experts de différents pays européens travaillant dans divers domaines de la recherche en FEP. La direction de ces contributions a été assurée par le CEDEFOP et elles ont été publiées au cours de l'été 1998 en anglais sous la forme d'un *rapport général de référence* (en 2 volumes).

Parallèlement à la publication du premier rapport de recherche, les travaux de conception du second rapport – qui sera publié en l'an 2000 – ont commencé au printemps 1998. Le second rapport comprendra également un chapitre sur la recherche en FEP en Europe centrale et orientale. La Fondation européenne pour la formation (ETF) a participé à cette activité en formulant les questions sur la recherche et en sélectionnant un coordinateur et des instituts nationaux de recherche au moyen d'un appel à manifestation d'intérêt. L'ETF apportera un financement pour ces contributions.

Le second rapport examinera également les recherches lancées par la Commission européenne. La structure fondamentale du second rapport a été définie au terme de débats soutenus à l'intérieur et à l'extérieur du CEDEFOP au cours de l'été 1998. Le second rapport s'est fixé un certain nombre d'objectifs généraux. Il poursuivra et mettra à jour l'étude des questions de recherche les plus importantes apparaissant dans le premier rapport et sera développé pour inclure des sujets nouveaux et pertinents.

5.4

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Répertoire européen de recherche

Le Répertoire est conçu pour informer les décideurs et les chercheurs de la formation professionnelle des activités de recherche menées dans l'ensemble des États membres et pour leur offrir l'occasion de diffuser des informations sur leurs propres activités à une échelle plus large. L'objectif du Répertoire consiste à encourager la coopération dans la recherche en matière de formation professionnelle entre les institutions et entre les États membres et à stimuler la transparence et l'auto-évaluation collective au sein des cultures de recherche.

En juin 1998, le Répertoire (quatrième édition) a été publié pour la première fois sur Internet: il est désormais accessible (ERD ON-LINE) dans le Village électronique de la formation du CEDEFOP (<http://www.trainingvillage.gr>)

Le site web ERD permet également la télécoopération par le biais de groupes de travail, c'est-à-dire grâce à un forum électronique de dialogue dans lequel les chercheurs peuvent, à distance, communiquer ou participer à des groupes de travail.

La seconde édition du CD-ROM a également été achevée. Elle sera disponible début 1999.

L'abandon de la version imprimée du Répertoire a permis d'importantes économies de temps et d'argent, qui ont déjà été réinvesties dans le renforcement du rôle du Répertoire en tant qu'outil de documentation. L'assemblée plénière annuelle du "Répertoire" (qui s'est tenue en avril) a permis la présentation et la discussion des principales orientations pour l'évolution future du Répertoire. La restructuration proposée du Répertoire est basée sur le passage d'un réseau "orienté sur la documentation" à un réseau davantage "orienté sur la recherche". Le réseau devrait constituer un stock d'informations spécialisées, afin de les mettre en premier lieu à la disposition des instituts et des organismes de recherche, ainsi qu'aux personnes responsables de la politique, de la gestion, du contrôle ou de l'évaluation de la formation professionnelle. Le nouveau format du Répertoire devrait offrir aux instituts de recherche l'occasion de se rencontrer et d'échanger leur savoir et leur expérience, en vue également d'encourager les partenariats de recherche transnationaux ou toute autre initiative de coopération au niveau national ou transnational.

Le réseau, conçu à l'origine comme une structure simple basée sur un correspondant dans chaque État membre, se développera peu à peu en une structure plus complexe de réseaux nationaux coordonnés. Chaque réseau national aura un correspondant national et sera composé d'instituts et d'organismes de recherche.

che. Conformément à cette proposition de développement, une restructuration du réseau actuel a été lancée: de nouveaux membres ont été nommés en Italie et au Royaume-Uni et certains membres du réseau (Autriche, Espagne, Islande et Suède) seront (re)installés début 1999.

Le nouveau réseau se propose comme objectif de faire circuler des flux d'information sur des sujets de recherche spécifiques, des programmes et des projets de recherche, au niveau national ou transnational.

Encadrer les réseaux

Le projet "Encadrer les réseaux" couvre plusieurs activités qui ont été lancées pour appuyer les réseaux "indépendants" de coopération dans la recherche, en vue de renforcer et de consolider la culture de recherche européenne dans le domaine de la FEP et de contribuer à une accumulation plus systématique de connaissances dans ce domaine; des efforts ont été accomplis pour faciliter une réflexion commune sur les résultats des projets de coopération européens et sur leurs implications pour l'évolution politique et l'évolution pratique de la FEP, ainsi que pour mettre au point des outils télématiques de soutien à la communication entre les chercheurs, à l'apprentissage en réseau, à l'accroissement des connaissances et à un travail de diffusion efficace entre les projets européens de recherche et entre les grands réseaux. Enfin, une stratégie a été élaborée pour se préparer avec dynamisme aux programmes européens de coopération à venir et aux nouveaux défis auxquels sont confrontés la recherche en FEP (au titre du cinquième programme cadre de recherche) et les activités de recherche et de développement (au titre des nouveaux programmes d'action Leonardo II et Socrates II).

À l'origine, les mesures d'encadrement des réseaux devaient couvrir un éventail plus large de domaines de recherche. L'effet de promotion de la synergie concerne seulement les réseaux (et leurs manifestations respectives) et le soutien aux nouvelles activités pilotes se fonde sur les initiatives émanant de ce domaine de la recherche en FEP.

Pour des raisons pratiques, les activités d'encadrement ont été concentrées sur le volet socio-éducatif de la recherche en FEP.

En 1998, les principales activités d'encadrement (et leurs réalisations respectives) ont été les suivantes:

Analyse des fondements scientifiques, de l'étendue de la recherche et des fonctions dans le cadre de l'accroissement des connaissances des principaux

réseaux au sein de la recherche européenne en FEP. Les analyses effectuées les années précédentes ont été mises à jour et réorientées pour appuyer les mesures d'encadrement particulières. Actuellement, elles sont disponibles sous la forme de documents de travail internes, qui ont également été diffusés dans les réseaux respectifs.

Appui à l'organisation d'"événements infrastructurels" intégrateurs. En 1998, l'accent a été mis principalement sur l'accroissement de la participation du CEDEFOP à la Conférence européenne sur la recherche en éducation (ECER). Lors de l'ECER 1998, qui s'est tenue à Ljubljana, le CEDEFOP a participé à deux symposiums et il a été l'organisateur principal du point de rencontre des réseaux européens et internationaux de coopération dans la recherche. Ces actions ont été soutenues en parallèle par la participation de la Revue européenne et du Village électronique de la formation.

Un accord de base a été conclu sur l'organisation de «colloques européens» liés au CEDEFOP en tant qu'événements intermédiaires et en tant que colloques post-conférence en relation avec l'ECER annuelle.

Appuyer le développement de la recherche comparative et transnationale en FEP. En janvier 1998, le CEDEFOP a organisé, en collaboration avec le DIPF (Institut de recherche allemand) et la Fondation européenne pour la formation, une conférence sur la recherche comparative en FEP. Cette conférence a permis de confronter diverses approches comparatives et transnationales dans le cadre de la recherche européenne en FEP et a soulevé des questions sur l'utilisation des résultats de cette recherche. Les actes et les conclusions de la conférence ont été publiés conjointement par le CEDEFOP et le DIPF dans un document intitulé: "Comparative vocational training research in Europe: approaches, policy implications and innovation transfer". Lors de l'EREC 1998, le CEDEFOP a participé à un symposium sur les "Méthodologies transnationales dans la recherche en FEP". Offrant une action de soutien, le CEDEFOP a préparé un suivi électronique de ce symposium dans le Centre de conférences du Village électronique de la formation.

Soutien à l'élaboration d'outils télématiques pour la communication entre les chercheurs, l'apprentissage en réseau et les activités de diffusion. Ce volet des activités d'encadrement repose sur plusieurs "sous-activités" qui ont été peu à peu réunies: **accompagnement participatif du développement initial de l'environnement REM et de son sous-domaine consacré à la recherche européenne en FEP.** Le développement initial de l'environnement de communication électronique REM (réseau d'enseignement

5.4

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

multimédia) pour la recherche européenne a eu lieu indépendamment du CEDEFOP. Au cours de la phase initiale, le CEDEFOP a reconnu ses potentialités et a constaté sa diffusion rapide parmi les principaux réseaux et partenaires de recherche. En conséquence, le CEDEFOP a organisé un atelier spécifique consacré au REM dans le cadre de la "Conférence sur l'éducation et la formation tout au long de la vie" sous la Présidence britannique. Le thème de l'atelier était la capitalisation des résultats des projets européens à l'aide d'outils télématiques.

Soutien à l'élaboration d'enquêtes (*web-surveys*) et de panoramas (*web-overviews*) sur la Toile en tant qu'outils conviviaux de diffusion. Suivant l'exemple du pilotage de l'"enquête web" dans le contexte du projet CEDEFOP "Qualifications clés", le Centre a appuyé et encouragé le développement d'autres enquêtes (pour couvrir des domaines particuliers de recherche) et panoramas (pour couvrir les activités de recherche menées au sein des réseaux et/ou des programmes européens de coopération) similaires.

Création d'une "interface de collaboration" entre l'environnement REM (réseau d'enseignement multimédia) et le Village électronique de la formation. En 1998, des études de faisabilité sur cet aspect ont été lancées en liaison entre elles, afin de soutenir le développement coordonné de l'environnement REM et du Village. Dès le début de l'exécution de ces contrats, une "interface de collaboration" a été créée, qui prend l'environnement REM existant comme un champ d'activités pilotes, ce qui permettra donc de l'intégrer dans le Village, au fil de son développement.

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

6.1

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

6. ASSURER L'INFORMATION DU PUBLIC: L'INFORMATION ET SA DIFFUSION

Équipe responsable: Steve Bainbridge, Bernd Möhlmann, Colin McCullough, Ioanna Nezi, Isabel Dreyer

6.1 Publications

Publications sur papier

Un service spécialisé du Centre est responsable de la présentation sur Internet, de la production, de la publication, de la diffusion et du stockage des publications du CEDEFOP, y compris la Revue européenne "Formation professionnelle" et CEDEFOP Info. Le but de ce service est de contribuer au transfert des connaissances dans les États membres, et ainsi de garantir à la fois une diffusion "flexible" des travaux du Centre et la cohérence entre le destinataire, le produit et les mécanismes de distribution.

Le service coopère étroitement avec les responsables de projet, avec le Comité de rédaction de la Revue européenne et avec l'Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP) de Luxembourg. Avec l'aide de graphistes et d'imprimeurs, ce service programme, coordonne, suit et contrôle l'ensemble du processus technique, y compris la gestion administrative et financière. Il est également responsable de la mise à jour continue des listes d'adresses des destinataires des publications du Centre. Les tâches de ce service comprennent également la représentation du CEDEFOP lors d'expositions ou d'événements internationaux, en coopération avec la Commission européenne et le Bureau CEDEFOP à Bruxelles.

Publications périodiques

● Revue européenne "Formation professionnelle"

1998 a été une année importante pour la Revue européenne. Il a été décidé de la publier sous un nouveau format à partir de janvier 1999 et d'inaugurer de nouvelles méthodes de travail pour son Comité de rédaction à partir de l'automne 1999, date d'expiration du mandat du Comité actuel. Des progrès ont également été constatés dans la réduction des retards de publication.

En cours d'année, le Comité de rédaction a procédé à un réexamen minutieux de la Revue. Il a testé sa capacité à atteindre son objectif, c'est-à-dire à soumet-

tre les résultats d'une recherche rigoureuse à l'attention d'un large public de décideurs politiques, de chercheurs et de praticiens issus de différents contextes et de différentes traditions. Le Comité a examiné le contenu et la structure de la Revue, la pertinence des sujets traités, la rigueur des analyses, la qualité des arguments et la clarté du style lui-même. Il a également pris en considération l'évolution qui se dessine dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels, ainsi que les sources des futurs articles de la Revue.

Il est parvenu à la conclusion que la Revue a publié de nombreux articles intéressants, pénétrants et bien écrits. L'un de ses points forts a été d'offrir une perspective européenne, soit en publiant les résultats de recherches transnationales, soit en publiant différents articles portant sur la même question, mais dans la perspective de différents pays. Il a toutefois également conclu que, pour que la Revue atteigne effectivement son objectif, il était nécessaire d'en changer le format et d'éviter que chaque numéro de la Revue ne se concentre sur un thème unique.

Poursuivre l'approche monothématique entraînerait une répétition des sujets ou la création de thèmes artificiels reprenant des questions déjà abordées. En outre, de nouveaux réseaux transnationaux menant une recherche dans la formation et l'enseignement professionnels ont été mis en place. En s'en tenant à une approche monothématique, la Revue manquerait des occasions de publier des résultats intéressants, parce que le sujet ne coïncide pas avec le thème que la Revue traite, ou prévoit de traiter dans les prochains mois.

Chaque numéro de la nouvelle Revue traitera plusieurs thèmes. Cela n'exclut pas pour autant la sortie d'un numéro spécial consacré à – ou dominé par – un thème spécifique, mais ce sera l'exception plutôt que la règle.

La Revue continuera d'être publiée trois fois par an en anglais, français, allemand et espagnol. Toutefois il se pourrait que d'autres versions linguistiques de la Revue paraissent. En 1998, des discussions ont été engagées avec les autorités portugaises pour qu'elles assurent la traduction et la publication d'une version portugaise. Le CEDEFOP prévoit d'explorer cette option avec d'autres pays qui pourraient souhaiter la parution de la Revue dans leur langue. La Fondation européenne pour la formation (ETF) a continué, en participant au Comité de rédaction, d'apporter une contribution précieuse en amenant des auteurs et des perspectives des pays d'Europe centrale et orientale.

Afin de faciliter la recherche d'articles de grande qualité et d'assurer que la Revue soit publiée régulièrement en temps voulu, il a été convenu de modifier les méthodes

de travail du Comité de rédaction. Le Comité demeurera responsable du contenu de la Revue, mais il sera assisté par un "secrétariat de rédaction" comprenant un rédacteur en chef (nommé par le CEDEFOP et choisi parmi son personnel) et un à quatre rédacteurs. En outre, le Comité utilisera plus largement Internet et la communication électronique. Un espace dont l'accès est réservé exclusivement aux membres du Comité de rédaction a été créé dans le Village électronique de la formation, en vue de fournir des informations sur les articles les plus récents soumis à la Revue et des informations mises à jour sur les publications et les réunions.

Les numéros suivants de la Revue ont paru en 1998:

- Innovations pédagogiques (n° 7/96), en italien;
- Éducation et formation tout au long de la vie, rétrospective et perspectives (n° 8-9/96), en italien;
- Innovation et réforme: la formation dans les pays d'Europe centrale et orientale (n° 11/97);
- Que savons-nous? Mesurer les connaissances, les qualifications et les compétences sur le marché de l'emploi (n° 12/97);
- Le financement de la formation professionnelle: approches politiques (n° 13/98);
- Peut-on mesurer les bénéfices de l'investissement dans les ressources humaines? (n° 14/98).

Grâce à ces publications, les numéros publiés sont disponibles dans toutes les versions linguistiques (à partir du n° 10/97, la Revue est publiée seulement en anglais, français, allemand et espagnol). La publication de la Revue a désormais quatre mois de retard, contre six mois au début de 1998. Les travaux sur les numéros 15/98 (la qualité dans la formation professionnelle), 16/99 (premier numéro non thématique) et 17/99 ont commencé; il est prévu de réduire encore le retard de publication de la Revue.

● CEDEFOP Info

Comme prévu, ce journal d'informations et de nouvelles a paru trois fois, en anglais, en français et en allemand. Il a été distribué gratuitement et il est désormais accessible sur le site web du CEDEFOP.

Autres publications

Ces publications sont étroitement liées aux activités de recherche du CEDEFOP et, pour la majeure partie d'entre elles, en publient les résultats. À cette fin, le CEDEFOP dispose de deux types de publication:

6.1

6.2

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

● Les documents de référence

Il s'agit de publications payantes, par exemple la description des systèmes nationaux de FEP, le Rapport sur la recherche "Formation pour une société en mutation" ou des rapports récapitulatifs tels que "Nouvelles qualifications et besoins en formation dans les secteurs liés à l'environnement".

Ces publications sont en vente dans les bureaux de vente de l'UE et visent à attirer un large public cible.

● CEDEFOP Panorama

Ces publications sont gratuites et reprennent les résultats et les conclusions de projets de recherche ou de documents de discussion.

Listes de diffusion, envois et stocks

Les listes de diffusion du CEDEFOP contiennent actuellement quelque 10 500 adresses. Elles sont gérées conjointement avec l'Office des publications de Luxembourg et elles sont à présent mises à jour en ligne à partir de Thessalonique.

Pour améliorer l'efficacité de la gestion des stocks et des listes de diffusion, les stocks de publications au CEDEFOP ont été réduits substantiellement en 1998 et l'envoi des publications a été transféré à l'Office des publications de Luxembourg.

Activités de promotion

Le CEDEFOP utilise des moyens peu coûteux pour promouvoir la vente de ses publications: dépliants et cahiers d'annonces dans les périodiques du CEDEFOP et dans le catalogue des ventes de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP) à Luxembourg; envoi de listes de publications aux adresses figurant dans les listes de diffusion du CEDEFOP et d'EUR-OP; annonces publicitaires dans le Journal officiel des Communautés européennes et inclusion d'informations dans les banques de données, les répertoires et les guides nationaux et internationaux.

6.2 Bibliothèque et service de documentation

Responsables: Martina Ní Cheallaigh, Colin Mc Cullough

En 1998, la bibliothèque et le service de documentation ont continué d'étendre leur collection d'ouvrages d'information et d'accroître leur rôle de diffusion. Le *Dictionnaire des sigles et abréviations*, des dossiers sur l'apprentissage et les tableaux sur la certification

dans les États membres ont été intégrés dans le Village électronique de la formation (VEF) au printemps et étaient disponibles, ainsi que la banque de données bibliographiques, pour son lancement en juillet. Depuis lors, un certain nombre de documents ont été ajoutés, qui visent à permettre aux jeunes gens demandant des informations sur la reconnaissance de leurs diplômes ou sur les possibilités de formation à l'étranger de trouver l'organisation à contacter ou les informations pertinentes. Cette documentation comprend des dossiers sur les organismes de certification, les centres et les programmes de placement, ainsi que des liens vers les sites web pertinents.

La grande réussite du service a été l'augmentation significative du volume d'informations qu'il a fournies au site web du CEDEFOP et au Village électronique de la formation (VEF).

Les contrats de coopération ont été renouvelés avec les membres du réseau dans 16 pays et, sur la demande de son directeur, la Fondation pour la réforme de la formation et de l'enseignement professionnel (Tallinn, Estonie) a rejoint les membres associés du réseau. Le réseau a continué de fournir des informations sur l'évolution récente de la FEP, qui ont été exploitées dans des notes brèves de mise à jour – également disponibles dans le Village – destinées aux réunions des Directeurs généraux de la formation professionnelle. Les membres du réseau ont envoyé des articles brefs et du matériel bibliographique pour les n°1 à 3 (1998) de CEDEFOP Info, ainsi que les bibliographies pour trois numéros de la Revue européenne.

La réunion annuelle du Réseau d'information documentaire s'est tenue à Vienne les 14 et 15 septembre 1998. La réunion a eu des résultats très positifs, dans la mesure où les membres, ayant vu dans le Village les résultats des travaux qu'ils ont accomplis jusqu'ici, ont convenu que le développement des travaux du réseau devait se faire de telle manière qu'il puisse être exploité aisément dans le Village. En mai, le membre finlandais du réseau a organisé une réunion nationale, afin de promouvoir son rôle dans la diffusion des informations.

Une réunion du groupe ad hoc Thésaurus s'est tenue à Thessalonique le 29 juin 1998. Un certain nombre de nouveaux termes ont été adoptés. La compilation des termes équivalents dans les sept langues du thésaurus est presque achevée. Toutefois, en raison de changements dans le personnel, il n'a pas été possible d'achever la mise à jour en 1998.

En coopération avec le BIBB, des extraits de la banque de données bibliographiques ont été préparés pour être inclus dans le CD-ROM allemand "Literaturdatenbank Berufsbildung". Ils seront disponibles, avec une inter-

face en anglais et en allemand, lors de la prochaine édition du CD-ROM (janvier 1999).

La nouvelle application pour la banque de données sur les institutions a été achevée par l'université Aristote de Thessalonique. Le nouveau programme d'introduction a été envoyé en décembre aux membres du réseau, à qui il a été demandé de mettre à jour leurs données.

Trois pays ont produit des prototypes pour un dossier sur les instruments juridiques, mais aucun suivi n'a pu être donné avant la fin de l'année. Des données comparatives ont été recueillies sur les qualifications et les profils de formation du personnel travaillant dans les bibliothèques et dans l'information. Des travaux ont été lancés, avec les unités nationales EURYDICE, sur la mise à jour du document "Structures des systèmes d'enseignement et de formation initiale dans l'Union européenne". Le CEDEFOP a participé à deux réunions EUROLIB et des liens ont été créés entre la nouvelle page d'accueil EUROLIB sur EUROPA et la banque de données de la bibliothèque du CEDEFOP.

Statistiques

Plus de 2200 entrées ont été ajoutées dans la banque de données bibliographiques. Les envois électroniques mensuels aux membres du réseau ont inclus plus de 200 références à des documents communautaires et des sources d'informations, notamment de nouveaux sites sur la Toile, etc. 21 circulaires ont été envoyées au réseau et 25 documents émanant du service de diffusion sélective de l'information (SDI) ont été distribués via Intranet.

Au cours de l'année 1998, **1275 demandes** d'informations ont été adressées à la bibliothèque ou au service de documentation, parmi lesquelles 601 demandes (47%) émanaient du personnel du CEDEFOP, 608 (48%) de groupes cibles externes et 66 (5%) de membres du réseau. Les États membres qui ont le plus souvent utilisé ce service étaient la Grèce, l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni (graphique 1). Le graphique 2 montre la distribution des groupes cibles.

En ce qui concerne le matériel commandé, à l'exception du matériel que nous avons reçu directement d'EUROP et de diverses DG, 129 commandes ont été traitées, dont 87 ont été reçues.

6.3

6.4

6.5

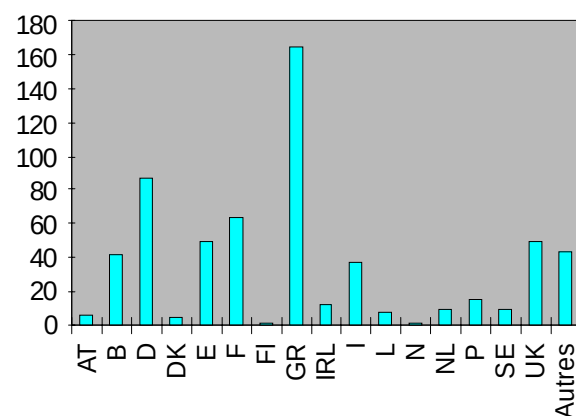
6.6

6.7

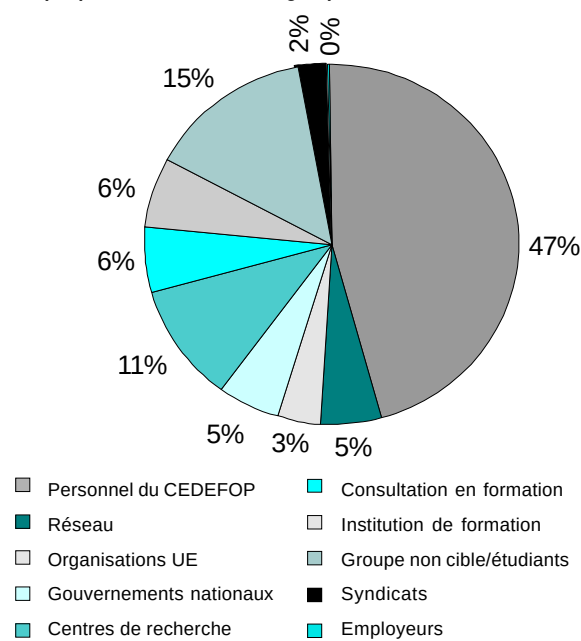
Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

Graphique 1: distribution des utilisateurs externes par pays d'origine



Graphique 2: distribution des groupes cible

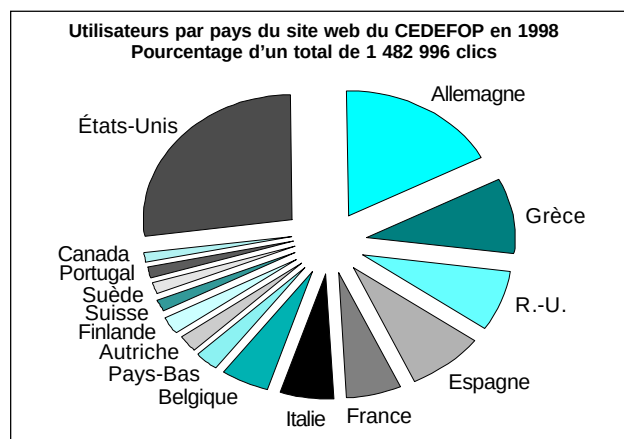


6.3 Village électronique de la formation du CEDEFOP

Responsable: Colin McCullough

Au terme de quatre mois de préparation intensive et de réflexion sur la manière d'utiliser plus efficacement les technologies de l'information et de la communication actuelles dans le cadre des travaux du Centre, le Village électronique de la formation a été inauguré officiellement par Mme Édith Cresson, membre de la Commission, à Vienne au début de la Présidence autrichienne.

Ce site web diffère du site web CEDEFOP par son aspect interactif. Il s'agit d'une plate-forme permettant de diffuser l'information de la dernière heure, ainsi que d'un espace de discussion et de débat sur les questions de FEP. Les visiteurs reçoivent fréquemment des mises à jour du CEDEFOP sur les domaines d'intérêt qu'ils ont déclarés et ils peuvent consulter une sélection toujours croissante de banques de données et de documents électroniques en ligne. À la fin de 1998, il y avait un peu plus de 2000 participants enregistrés utilisant fréquemment les services offerts.



6.4 Service de traduction

Responsables: Alison Clark et les traducteurs – Sylvie Bousquet, David Crabbe, Corinna Frey, Ioanna Nezi, Amaryllis Weiler-Vassilikioti

Le service de traduction effectue les travaux de traduction et de révision exigés par les projets du Centre tels qu'ils sont définis dans le programme de travail annuel. Outre la traduction et la révision des documents, les traducteurs assurent la cohérence terminologique des documents traduits par le réseau de traducteurs indépendants et jouent un rôle de conseillers linguistiques à l'intérieur du Centre. La coopération qui a démarré en 1997 avec le Centre de traduction de Luxembourg a continué de se développer.

En 1998 les travaux de traduction se sont répartis de la manière suivante:

Nombre de pages traduites par le CEDEFOP: 11 568

Nombre de pages traduites par le Cdt à Luxembourg: 2 292

6.5 Terminologie

Responsable: Philippe Tissot

Le CEDEFOP a fait l'acquisition d'un logiciel de terminologie (Multiterm) permettant de recueillir, d'organiser et de diffuser les données terminologiques. Une coopération avec d'autres organismes de l'UE (Centre de traduction, Parlement européen, Commission européenne) a été lancée dans la perspective de la création de la banque de données terminologiques interinstitutionnel proposée par la Commission européenne. Les travaux préparatoires à la publication du «Glossarium – Formation professionnelle» CEDEFOP en neuf langues sur CD-ROM sont presque achevés.

6.6 Service conférences-interprétation

Responsable: Ioanna Nezi

Le service conférences-interprétation est responsable de la gestion des salles de conférence du Centre à Thessalonique, du recrutement des interprètes nécessaires et de l'organisation des infrastructures pour les réunions qui se tiennent à Thessalonique ou ailleurs. Conformément à l'accord passé avec le Service commun "interprétation-conférences" de la Commission européenne (SCIC), le CEDEFOP est intégré au SCIC. 158 réunions ont été organisées (170 en 1997), ce qui a représenté un total de 419 journées d'interprétation. Parmi ces réunions, 54 ont été organisées à l'extérieur de Thessalonique. Au total, 3528 personnes ont participé à ces réunions, 836 recevant un remboursement pour leurs frais.

6.7 Relations publiques

Responsable: Ioanna Nezi

Le poste "relations publiques" a été créé au CEDEFOP à la mi-mars 1998. Le service s'occupe des visites dans l'enceinte même du CEDEFOP de groupes intéressés de professionnels de la FEP n'ayant pas de contact privilégié avec le Centre. Les travaux ont également porté sur la rationalisation de l'image de marque du Centre et sur l'amélioration de la "convivialité" des publications pour tous les publics cibles potentiels. Les travaux réalisés en 1998 ont permis de poser les fondements nécessaires à la réalisation de ces objectifs. La tâche principale de mise à jour des listes de médias et de création de catégories distinctes d'interfaces médiatiques pour la diffusion des travaux a commencé. Plusieurs interviews et communiqués de presse (certains destinés à l'ensemble des États membres) ont été donnés au cours de l'année, en partie sur la base de nouvelles listes de

6.7

6.8

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP



Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport sur les projets et activités du CEDEFOP

contacts médiatiques. Le processus de commande d'une nouvelle "image de marque" a été lancé et un nouveau Comité de lecture a commencé ses travaux en vue de garantir que toutes les publications seront rédigées dans un style concis et adapté à l'utilisateur. Des lignes directrices ont été élaborées pour répondre à la nécessité d'assurer une présentation de bonne qualité dans les expositions et les conférences.

6.8 Bureau de Bruxelles

Responsable: Michael Adams

Le Bureau de Bruxelles a continué d'apporter sa contribution à l'établissement d'un flux d'informations bidirectionnel efficace entre les institutions communautaires, notamment la DG XXII de la Commission, et le CEDEFOP. Il a également offert une "base d'accueil" aux collègues du CEDEFOP en mission à Bruxelles, ainsi qu'un espace de réunion.

Au cours de l'année 1998, 4 réunions du Bureau du Conseil d'administration du CEDEFOP et 29 autres réunions du CEDEFOP ont été organisées dans le bureau. Les demandes d'informations adressées au Bureau varient de la recherche de publications spécifiques du CEDEFOP à la recherche d'informations très générales sur la FEP en Europe. Ces demandes ont été traitées directement dans la mesure du possible, ou elles ont été transmises aux collègues appropriés à Thessalonique ou dans les services de la Commission. La priorité a été donnée au traitement rapide des questions émanant des services de la Commission.

Le Bureau a constitué un lien entre le CEDEFOP et le programme Leonardo da Vinci. Il a veillé à la présence du CEDEFOP, au moyen de publications et de liens électroniques, lors des journées de contact et d'information Leonardo (janvier) et lors de la grande manifestation Leonardo sur les produits offerts, Formation 2000 (décembre); il a également participé et présenté des rapports aux réunions du comité Leonardo da Vinci; lors de l'une de ces réunions, il a organisé une intervention concernant le programme de visites d'étude. Le personnel du Bureau a participé à des présentations à Bruxelles des résultats des projets financés au titre du programme Leonardo da Vinci et a transmis un compte rendu aux collègues de Thessalonique.

Le personnel du Bureau de Bruxelles a également participé, contribué et présenté des rapports à d'autres réunions organisées par la DG XX ou d'autres services de la Commission, par exemple celles qui concernaient le groupe "éducation et formation" du Dialogue social, un label de qualité pour les initiatives d'apprentissage des langues, l'enseignement et la formation et la

toxicomanie, le groupe ad hoc “formation” du comité consultatif (tripartite) sur la sécurité, la santé et l'hygiène sur le lieu de travail et les résultats d'un projet financé par le biais du programme d'initiatives communautaires.

Annexe I

Publications du CEDEFOP en 1998

N°	Titre	Version(s) linguistique(s)
	Recherche en formation et enseignement professionnels	
3001	Training for a changing society A report on current vocational education and training research in Europe 1998	EN
3002	Vocational education and training – the European research field Background report Volume 1 and Volume 2	EN
	Systèmes de formation professionnelle/ Analyse des systèmes	
537	Le système de formation professionnelle en Finlande	DE, FI, FR
7001	Das Berufsbildungssystem in Österreich	DE
1503	The occupational structure of further and higher education in Ireland and the Netherlands	EN
1504	Sectoral approach to training Synthesis report on trends and issues in five European countries	EN
	Profils d'emploi	
1505	The Impact on Vocational Training of Studies Analysing and Forecasting Trends in Occupations Case studies in Germany, the Netherlands and Denmark	EN
1506	Fabbisogno di professionalità delle industrie meccaniche nelle aree di Modena e Vienna	IT
1709	Nouvelles qualifications et besoins en formation dans les secteurs liés à l'environnement Synthèse des études réalisées en Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni	EN, FR
5074	Coopération dans la recherche sur les tendances de l'évolution des professions et des qualifications dans l'Union européenne	DE/EN/FR
5077	Les transformations des compétences du personnel technico-commercial dans une société basée sur les connaissances Études de cas en France, au Portugal et en Écosse	FR
	Qualité, certification et validation	
1706	L'application des normes ISO 9000 dans l'enseignement et la formation Interprétation et lignes directrices dans une perspective européenne	EN, ES, FR
1707	Quality debate in initial vocational education School-based quality measures at intermediate level: a Danish-Dutch comparison	EN

N°	Titre	Version(s) linguistique(s)
1708	Indicators in perspective The use of quality indicators in vocational education and training	DE, EN
1711	Evaluation of quality aspects in vocational training programmes Synthesis Report CEDEFOP Panorama	EN
5069	Berufe im Wandel, neue Berufe und Verbesserung der beruflichen Qualifikationen und Kompetenzen – Bereich Umweltschutz	DE
5070	Identification, validation and accreditation of prior and informal learning – United Kingdom report	EN
5071	Identification, validation et accréditation de l'apprentissage antérieur et informel – France	FR
5072	Identifizierung, Bewertung und Anerkennung von früher und informell erworbenen Kenntnissen – Deutschland	DE
5073	Reconnaissance et transparence des qualifications professionnelles; la voie à suivre ● Comparabilité des qualifications de formation professionnelle	DE/EN/FR
2002	Diplômes, compétence et marchés du travail en Europe Rapport de synthèse d'une étude comparative menée en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni CEDEFOP Panorama	EN, FR
5075	Transparenz beruflicher Befähigungsnachweise in Europa Stand und Entwicklungsperspektiven ● Éducation et formation continues	DE
429	The role of the company in generating skills: the learning effects of work organisation Synthesis report	EN
2131	The role of the company in generating skills The learning effects of work organisation. Belgium	EN
2133	The role of the company in generating skills The learning effects of work organisation. Germany ● Coût et financement CEDEFOP Panorama	EN
5078	Approaches and Obstacles to the Evaluation of Investment in Continuing Vocational Training: Discussion and Case Studies from Six Member States of the European Union	EN

Annexe I

Annexe I

N°	Titre	Version(s) linguistique(s)
5080	Output-related funding in vocational education and training A discussion paper and case studies	EN
5083	Exploring the Returns to Continuing Vocational Training in Enterprises: A Review of Research within and outside of the European Union	EN
5085	Human resource accounting: interests and conflicts A discussion paper	EN
	● Formation professionnelle initiale	
	CEDEFOP Panorama	
5079	Conseil et orientation professionnelle tout au long de la vie Éléments de synthèse des expériences menées dans l'Union européenne	FR
	● Formation des formateurs	
1406	Teachers and trainers in vocational education and training Volume 4: Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden	EN
	● Petites et moyennes entreprises	
1308	Strategien für den Zugang kleiner und mittelständischer Unternehmer zur Bildung Positive Erfahrungen in den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft	DE
	● Politique du marché du travail	
1703	La qualité dans la formation et l'enseignement professionnels en Europe: aspects et tendances	EN, FR
1710	Mobilité et migration de la force de travail dans l'Union européenne et leurs implications spécifiques chez les jeunes	DE, EN, ES, FR
	CEDEFOP Panorama	
5076	AGORA – I "L'augmentation du niveau de diplômes et sa diffusion sur le marché du travail: leçons du passé et questions de prospective" Thessalonique, 30 juin 1997	DE, EN, ES, FR
	● Catalogue des publications CEDEFOP	DA, DE, EL, EN, ES, FI, FR, IT, NL, PT, SV
	● Revue européenne "Formation professionnelle"	
955	11/97 Innovation et réforme: la formation dans les pays d'Europe centrale et orientale	DE, EN, ES, FR

N°	Titre	Version(s) linguistique(s)
956	12/97 Que savons-nous? Mesurer les connaissances, les qualifications et les compétences sur le marché de l'emploi	DE, EN, ES, FR
957	13/98 Le financement de la formation professionnelle: approches politiques	DE, EN, ES, FR
958	14/98 Peut-on mesurer les bénéfices de l'investissement dans les ressources humaines?	DE, EN, ES, FR
	● CEDEFOP Info N° 1/98, 2/98 et 3/98	DE, EN, FR
	● Sur le CEDEFOP	
604	Programme de travail 1998	DE/EN/FR
606	CEDEFOP en bref (Réimpression avec modifications)	DE, FR
625	Årsrapport 1996	FI, SV
626	Rapport annuel 1997	DE/EN/FR
630	Réflexions sur une Europe de la connaissance	DE/EN/FR
4001	CEDEFOP in brief (Nouvelle édition)	EN

Annexe II

Ressources financières

Le développement des activités du CEDEFOP dans la période 1994-1998 est illustré par les chiffres ci-dessous:

Crédits inscrits au budget

Année	1994	1995	1996
Total en écus	11 100 000	16 500 000	14 821 135
Année	1997	1998	
Total en écus	14 526 282	13 249 046	

Volume global des dépenses

Année	Total en écus	Augmentation en %
1994	10 534 080,62	-7,55
1995	14 775 018,56	40,26
1996	13 535 466,17	-8,39
1997	13 916 185,46	2,81
1998*	12 635 454,63	-9,20

* En 1998, aucune tranche budgétaire n'a été prévue pour le nouveau bâtiment.

Annexe II

Année	1994	1995	1996	1997	1998
Taux d'utilisation des crédits inscrits au chapitre "dépenses opérationnelles" en %	97,16	92,29	97,52	97,07	98,31

Annexe III

Ressources humaines

Situation du personnel au 31.12.1998

Tableau des effectifs

Au 31 décembre 1998, le Centre employait 68 personnes:

24 agents A dont 16 agents temporaires*

7 agents LA dont 4 agents temporaires*

13 agents B dont 8 agents temporaires*

23 agents C dont 13 agents temporaires*

1 agent D.

* Les agents temporaires peuvent être employés sur contrat à durée indéterminée ou déterminée.

À ces effectifs s'ajoutaient 8 agents auxiliaires, 8 agents locaux, 9 experts nationaux détachés.

Le Centre a maintenu 4 contrats de prestation de service: sécurité (2 agents mis à la disposition du Centre pendant ses heures d'ouverture), maintenance (1 personne à la disposition du Centre 24h/24), gestion de la cafétéria (2 personnes), informatique (2 personnes).

Postes vacants:

6 A

2 B

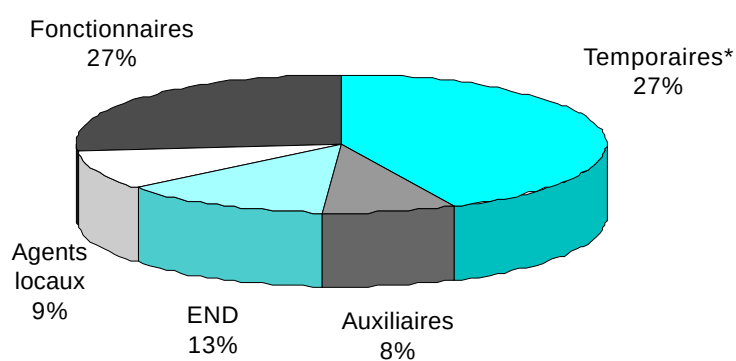
4 C

2 D

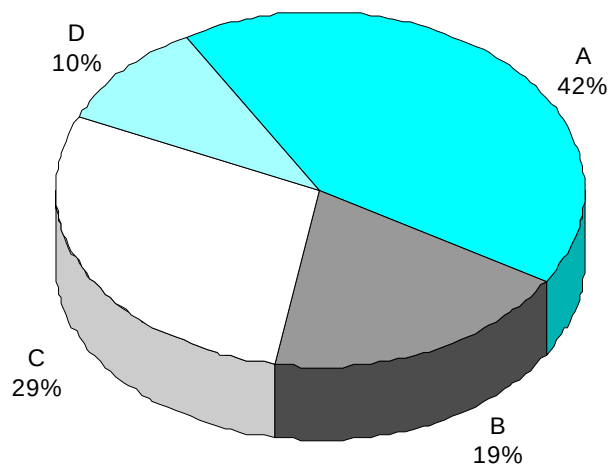
La plupart de ces postes seront pourvus au début de l'année 1999, car les procédures nécessaires n'ont pas pu être accomplies avant la fin 1998, année pendant laquelle le Conseil d'administration a également arrêté les lignes directrices de la future politique du personnel. La composition du personnel travaillant au Centre à la fin de l'année 1998, soit 95 personnes, est précisée ci-dessous.

Ce total de 95 agents peut être réparti selon plusieurs critères:

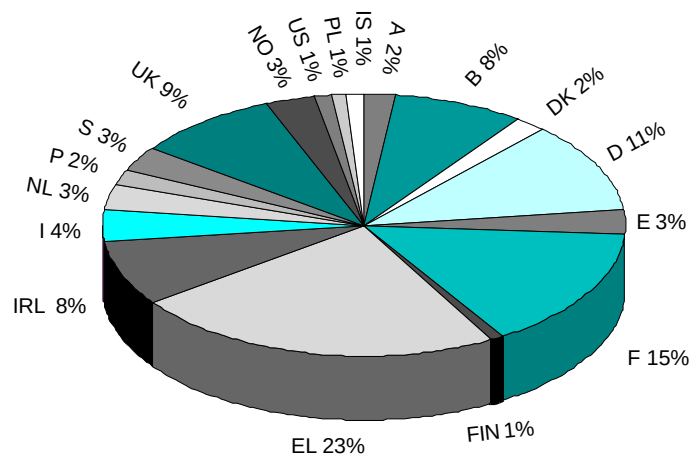
Par type de contrat de travail avec le Centre



Par catégorie

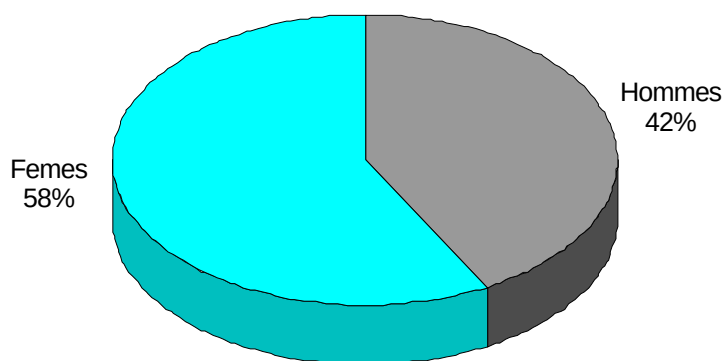


Par nationalité

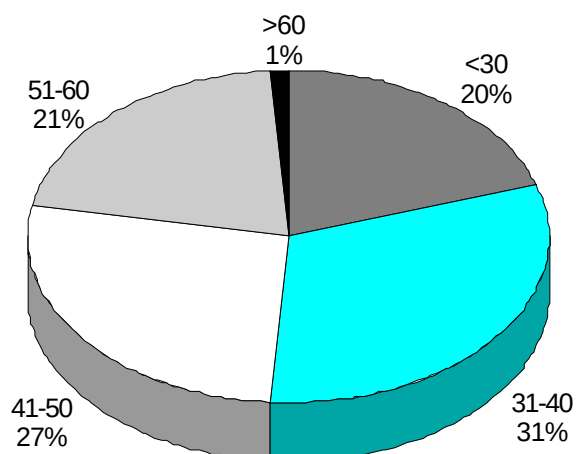


Annexe III

Par sexe

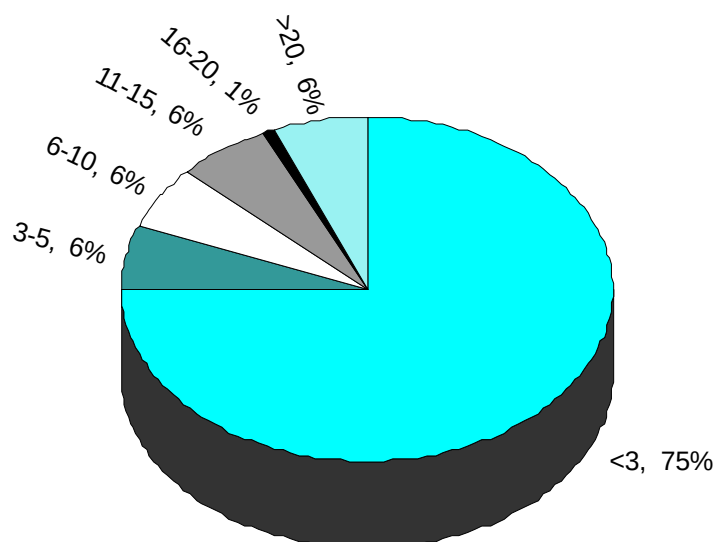


Par âge

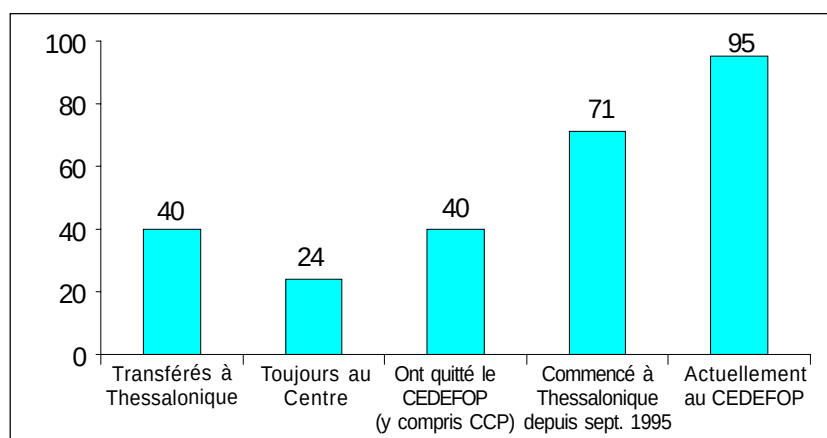


Il y a lieu de constater que le renouvellement du personnel a également entraîné son rajeunissement: en effet, à l'époque du transfert l'âge moyen était de 44 ans, contre 41 à l'heure actuelle

Par années de service au sein du CEDEFOP



Aspects sociaux depuis le transfert



- Depuis 1995, 14 membres du personnel ont quitté le Centre pour différentes raisons;
- 26 membres du personnel ont été transférés à la Commission européenne et à d'autres institutions de l'UE;
- 2 membres du personnel sont en congé de convenance personnelle;
- 7 agents temporaires (recrutés après le transfert) ont rejoint leur institution d'origine et 1 agent a quitté le Centre à l'expiration de son contrat.

Annexe IV

**LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU CEDEFOP
AU 31.12.1998**

Pays	REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS Décision du Conseil du 15 octobre 1996 (J.O. C 316 du 25.10.96)
Belgique	
Danemark	Mme M.B. PAULSEN Ministry of Education and Research Department of Higher Education Frederiksholms Kanal 26 DK-1220 KØBENHAVN K Tél. (45) 33 92 57 47 ou 33 92 53 00 Fax (45) 33 92 53 02 E-mail: mette.beyer.paulsen@uvm.dk
Allemagne	M. Ulrich HAASE - UA 22 - Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Technologie Heinemannstraße 2 D-53175 BONN Tél. (49-228) 57 21 35, Fax (49-228) 57 36 01 E-mail: BMBF@BMBF.BUND400.DE
Grèce	M. K. EFSTRATOLOU (nommé le 14.04.97, J.O. C 189 du 20.6.97) OAED – Organisation for the Employment of the Workforce Ethnikis Antistasis 8 Kalamaki GR-16610 ATHINA Tél. (30-1) 998 92 42, Fax (30-1) 998 92 50
Espagne	M. D. Juan CHOZAS PEDRERO (nommé le 14.11.96, J.O. C 189 du 21.2.97) Instituto Nacional de Empleo (INEM) Condesa de Venadito, 9 E-28027 MADRID Tél. (34-91) 585 98 25/26, Fax (34-91) 408 00 17
France	M. Bernard LEGENDRE (nommé le 24.3.97, J.O. C 129 du 25.4.97) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la FP Délégation à la Formation Professionnelle 7, square Max Hymans F-75741 PARIS CEDEX 15 Tél. (33-1) 44 38 38 38 44 38 33 20 Fax (33-1) 44 38 32 10

Irlande	M. Martin LYNCH FAS – The Training and Employment Authority PO Box 456 27-33, Upper Baggot Street DUBLIN 4 Ireland Tél. (353-1) 668 57 77, Fax (353-1) 607 06 15
Italie	Prof. Pier Giovanni BRESCIANI Courrier à l'adresse suivante: Via Gervasi 38 I-47100 FORLI Tél. (39-051) 644 81 99, Fax (39-051) 644 82 01 M. Bresciani Adresse du ministère: Ufficio Affari Internazionali Ministero del Lavoro e della Previdenze sociale Via Flavia 6 I-00187 ROMA Tél. (39-06) 46 83 26 62, Fax (39-06) 474 39 95
Luxembourg	M. Jean TAGLIAFERRI Professeur-Attaché au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle 29, rue Aldringen L-2910 LUXEMBOURG Tél. (352) 478 51 39, Fax (352) 478 51 30
Pays-Bas	M. P.C. van den DOOL (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. Michael HUPKES Ministerie van Onderwijs en Wetenschappen Europaweg 4 PO Box 25000 2700 LZ ZOETERMEER Nederland Tél. (31-79) 323 36 67, Fax (31-79) 323 26 99 E-mail: m.j.hupkes@minocw.nl
Autriche	M. Wolfgang SLAWIK Bundesministerium für Unterricht und Kunst Minoritenplatz 5 A-1014 WIEN Tél. (43-1) 531 20 44 43, Fax (43-1) 531 20 41 30

Annexe IV

Portugal	M. R. Da Silva MARQUES (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> Mme Maria DO CARMO NUNES Presidente do INOFOR – Instituto para a Inovação na Formação Rua Soeira Pereira Gomes, n° 7 Edifício América – Sala 29 P-1600 LISBOA Tél. (351-1) 794 62 00 Fax (351-1) 794 62 01 ou 794 62 20
Finlande	M. Juha MANTYVAARA Ministry of Education PO Box 293 Meritullinkatu 3 D FIN-00171 HELSINKI Tél. (358-9) 13 41 73 02 Mobile (358) 405 51 72 84 Fax (358-9) 65 66 49 E-mail: juha.mantyvaara@minedu.fi
Suède	M. Anders FRANZEN (nommé le 11.11.96, J. O. C 51 du 21.2.97) Ministry of Education and Science Drottninggatan 16 S-103 33 STOCKHOLM Tél. (46-8) 405 19 17, Fax (46-8) 723 17 34 E-mail: anders.franzen@education.ministry.se
Royaume-Uni	M. Gordon PURSGLOVE (<i>nomination J.O.C 255 du 20.8.97, p. 1</i>) Department for Education and Employment Room N 707, Moorfoot SHEFFIELD S1 4PQ United Kingdom Tél. (44-114) 259 35 15, Fax (44-114) 259 45 31 E-mail: gordon.pursglove@dfes.gov.uk
Pays	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS Décision du Conseil du 15 octobre 1996 (J.O. C 316 du 25.10.96)
Belgique	
Danemark	M. Andy ANDRESEN Landsorganisationen i Danmark (LO) Rosenørns Alle 12 DK-1970 KØBENHAVN V Tél. (45) 35 24 60 00, Fax (45) 35 24 63 00

Allemagne	M. Oliver LÜBKE DGB Deutscher Gewerkschaftsbund Hans-Böckler-Straße 39 D-40476 DÜSSELDORF ou Postfach 101026 D-40001 DÜSSELDORF Tél. (49-211) 430 12 93, Fax (49-211) 430 14 10
Grèce	M. Georgios DASSIS Confédération Générale du Travail de Grèce Bureau de Liaison 218, rue Stevin B-1000 BRUXELLES Tél. (32-2) 735 96 76, Fax (32-2) 736 52 14
Espagne	M. Luis BEAMONTE SAN AUGUSTIN UGT C/Hortaleza, 88 E-28004 MADRID Tél. (34-91) 589 71 97, Fax (34-91) 589 71 98 E-mail: fete.vgtB@st met.es
France	M. Jean-Claude QUENTIN Force Ouvrière (F.O.) 141, Avenue du Maine F-75680 PARIS CEDEX 14 Tél. (33-1) 40 52 84 07, Fax (33-1) 40 52 84 08
Irlande	M. Kevin DUFFY (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. Peter RIGNEY Irish Congress of Trade Unions 6 Gardiner Road DUBLIN Ireland Tél. (353-1) 874 80 10, Fax (353-1) 878 81 79 E-mail: ictueis@iol.ie
Italie	Mme Mietta TIMI UIL Via Lucullo 6 I-00187 ROMA Tél. (39-06) 475 33 42 (direct)/475 32 17 (secrétaire) Fax (39-06) 475 33 38 (fax général) E-mail: uilamb@uni.net ou uil@uni.net (secrétariat)
Luxembourg	M. Mario CASTEGNARO Chambre de Travail BP 1263 18, rue Auguste Lumière L-1012 LUXEMBOURG Tél. (352) 48 86 16, Fax (352) 48 06 14

Annexe IV

Pays-Bas	M. Kees van der KNAAP (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. Rienk van SPLUNDER Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV) Ravellaan 2 Postbus 2475 3500 GL UTRECHT Nederland Tél. (31-30) 291 39 11, Fax (31-30) 294 65 44
Autriche	M. Gerhard PRAGER Österreichischer Gewerkschaftsbund Wipplingstraße 35 A-1010 WIEN Tél. (43-1) 53 44 44 66 Fax (43-1) 53 44 42 04 E-mail: Gerhard_Prager@oegb.or.at ou berufsbildung@oegb.or.at
Portugal	M. Eugenio ROSA CGTP Rua Victor Cordon n° 1-2e P-1284 LISBOA CODEX Tél. (351-1) 323 65 00 Fax (351-1) 323 66 99 ou 323 66 95
Finlande	M. Erkki HUSU STTK Pohjaisranta 4 A PO Box 248 FIN-00171 HELSINKI Tél. (358-9) 13 15 21, Fax (358-9) 65 23 67 E-mail: erkki.husu@sttk.fi
Suède	Mme Lise-Lotte HANSSON (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. Torbjörn STRANDBERG LO-Sweden Barnhusgatan 18 S-105 53 STOCKHOLM Tél. (46-8) 796 25 63, Fax (46-8) 796 27 88
Royaume-Uni	M. L. MILLS (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. John RODGERS c/o TUC Trades Union Congress Congress House Great Russell Street WC1B 3LS LONDON United Kingdom Tél. (44-181) 366 72 60, Fax (44-181) 367 37 27 E-mail: john.rodgers@ukonline.co.uk

Annexe IV

Pays	REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS Décision du Conseil du 15 octobre 1996 (J.O. C 316 du 25.10.96)
Belgique	M. Alfons De VADDER Directeur Général de la Fédération Belge des Entreprises de Distribution (F.E.D.I.S.) Rue Saint-Bernard 60 B-1060 BRUXELLES Tél. (32-2) 537 30 60, Fax (32-2) 539 40 26 E-mail: alfons.devadder@fedis.be
Danemark	Mme Lise SKANTING Dansk Arbejdsgiverforening Vester Voldgade 113 DK-1709 KØBENHAVN V Tél. (45) 33 93 40 00 Fax (45) 33 93 05 92
Allemagne	<i>Nomination imminente de:</i> Dr. Barbara DORN Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände Gustav-Heinemann-Ufer 72 D-50968 KÖLN Tél. (49-221) 379 51 72 Fax (49-221) 379 52 97
Grèce	M. Evangelos BOUMIS Titan Cement Company S.A. 22 A Halkidos Street GR-111 43 ATHINA Tél. (30-1) 259 11 11 Fax (30-1) 259 11 83
Espagne	M. Eloy PARRA ABAD Asesor de Formación Departamento de Relaciones Laborales Confederación Española de Organizaciones Empresariales – (CEOE) Diego de Leon, 50 E-28006 MADRID Tél. (34-91) 563 96 41, Fax (34-91) 562 80 23
France	M. Jean-Patrick FARRUGIA Chef de Service de la Formation Continue CNPF – Conseil National du Patronat Français 31, avenue Pierre 1er de Serbie F-75784 PARIS CEDEX 16 Tél. (33-1) 53 67 72 40, Fax (33-1) 47 23 61 87

Annexe IV

Irlande	Mme Christine WHYTE National Rehabilitation Board 24-25 Clyde Road DUBLIN 4 Ireland Tél. (353-1) 668 41 81, Fax (353-1) 660 99 35
Italie	Mme Ada GRECCHI Via Colletta 73 I-20137 MILANO Tél./Fax (39-02) 545 47 97
Luxembourg	M. Eugène MULLER (démissionnaire) <i>Nomination imminente de:</i> M. Ted MATHGEN Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg BP 1604 L-1016 LUXEMBOURG Tél. (352) 426 76 71, Fax (352) 42 67 87
Pays-Bas	M. Jan BOERSMA Courrier à l'adresse suivante: Hennipdreef 5 2761 BA ZEVENHUIZEN Nederland E-mail: compabel@globalxs.nl Adresse bureau: LTO-Nederland Postbus 29773 2502 LT Den Haag Nederland Tél. (31-70) 338 27 00, Fax (31-70) 338 28 13
Autriche	M. Klaus SCHEDLER Institut für Bildungsforschung der Wirtschaft Rainergasse 38 A-1050 WIEN Tél. (43-1) 545 16 71 27, Fax (43-1) 545 16 71 22
Portugal	M. Manuel FERREIRA CAETANO FERNAVE Rua Castilho 3 P-1200 LISBOA Tél. (351-1) 315 10 53, Fax (351-1) 315 10 64
Finlande	M. Manu ALTONEN Confederation of Finnish Industry and Employers – TT Eteläranta 10 – BP 30 FIN-00130 HELSINKI Tél. (358-9) 68 68 22 32, Fax (358-9) 68 68 22 85 E-mail: MANU.ALTONEN@TT.MEMONET.MAILNET.FI

Suède	M. Gert ASSERMARK Almega Blasieholmsg. 5 Box 16105 S-103 22 STOCKHOLM Tél. (46-8) 762 69 77, Fax (46-8) 762 68 49 E-mail: Gert-Assermark@almga.postnet.se
Royaume-Uni	Mme Margaret MURRAY Head of the Training Policy Group Confederation of British Industry (CBI) Centre Point 103, New Oxford Street London WC1A 1DU United Kingdom Tél. (44-171) 379 74 00 Fax (44-171) 240 15 78
REPRÉSENTANTS DE LA COMMISSION	
	M. Klaus DRAXLER Directeur – DG XXII Commission des Communautés européennes B7-5/55 200, rue de la Loi B-1049 BRUXELLES Tél. (32-2) 296 31 71/296 90 30 Fax (32-2) 299 53 25 ou 295 78 30 (Nommée le 30.4.97, J.O. C 149 du 17.5.97) Mme Eleni SPACHIS DG XXII Commission des Communautés européennes B7-4/03 200, rue de la Loi B-1049 BRUXELLES Tél. (32-2) 295 75 62, Fax (32-2) 295 57 23
Groupe: pays	OBSERVATEURS
Gouvernements/ Norvège	Mme Kjersti GRINDAL Royal Ministry of Education, Research and Church Affairs PO Box 8119 DEP. Regjeringskvartalet – Akersgaten 44 N-0032 OSLO Tél. (47) 22 24 90 90, Tél. direct: (47) 22 24 79 80 Fax (47) 22 24 95 40/22 24 27 15 E-mail: Kjg@kuf.dep.no

Annexe IV

Gouvernements/ Islande	Mme Kristrun ISAKSDOTTIR Ministry of Culture and Education Sölvholsgötu 4 IS-150 REYKJAVIK Tél. (354) 560 95 00, Fax (354) 562 30 68 E-mail: kristrun.isaksdottir@mrn.stjr.is
Groupe des employeurs	Mme Caroline CROFT Conseiller, Affaires sociales UNICE Rue Joseph II 40 B-1000 BRUXELLES Tél. (32-2) 237 65 37, Fax (32-2) 231 14 45 E-mail pour l'UNICE en général: main@unice.be
Groupe des employeurs/ Pays de l'AELE	M. Einar RÖSAS Confederation of Norwegian Business and Industry PO Box 5250 – Major Stua N-0303 OSLO Tél. (47) 23 08 83 51, Fax (47) 23 08 80 15
Groupe des syndicats	Mme Maria Helena ANDRÉ Confédération Européenne des Syndicats Bd. Emile Jacqmain 155 B-1210 BRUXELLES Tél. (32-2) 224 04 21 (standard 04 11) Fax (32-2) 224 04 54/55 E-mail: mandre@etuc.org
Groupe des syndicats/ Pays de l'AELE	M. Per SYVERSEN Norwegian Conferation of Trade Unions Youngsgate 11 N-0181 OSLO Tél. (47) 23 06 17 10, Fax (47) 23 06 17 53

CEDEFOP – Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Rapport annuel 1998 du CEDEFOP

Document de référence CEDEFOP

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1999 – 72 p. – 21,0 x 29,7 cm

ISBN 92-828-6583-5

N° cat.: HX-19-98-051-FR-C

gratuit

N° de publication: 4003 FR

Gratuit – 4003 FR –



CEDEFOP

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle

Marinou Antipa 12, GR-57001 Thessalonique
 Adresse postale:
 P.O.B. 27 - Finikas, GR-55102 Thessalonique
 Tél.: (30-31) 49 01 11 Fax: (30-31) 49 01 02
 E-mail: info@cedefop.gr
 Internet: www.cedefop.gr Interactif: www.trainingvillage.gr



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
 DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-6583-5



9 789282 865835 >